

SOMMAIRE

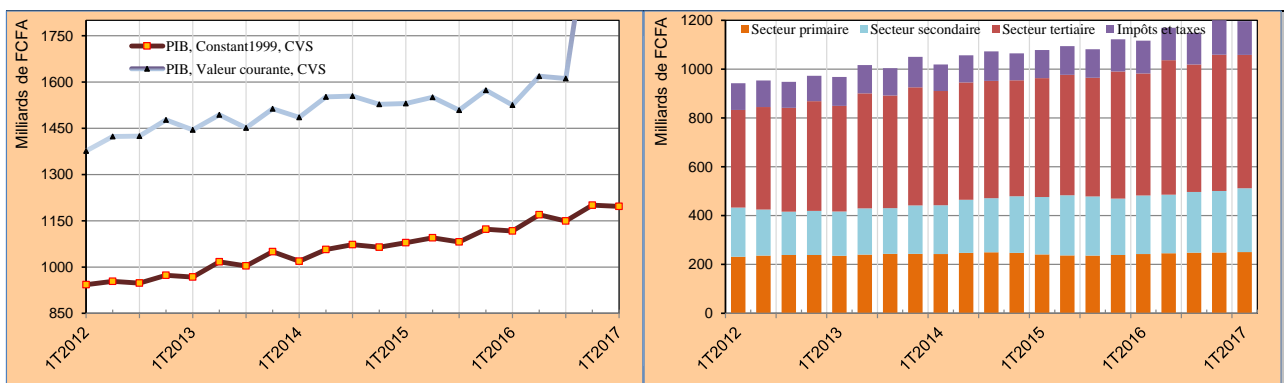
Secteur réel	3
Secteur finances publiques	10
Secteur monétaire	15
Secteur extérieur	18
Définitions et abréviations	23
Crédit des contributions	24

Secteur réel

Le deuxième trimestre 2017 a connu, comparativement au trimestre précédent une hausse du niveau général des prix à la consommation essentiellement imputable à un renchérissement des "produits alimentaires et boissons non alcoolisées". Quant à l'activité industrielle, elle poursuit sa croissance entamée au trimestre précédent.

COMPTES NATIONAUX TRIMESTRIELS (CNT)

CNT (Milliards de FCFA) Prix constants 1999, Corrigés des variations saisonnières	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2016	2017	trimestriel	annuel
Secteur primaire	242,8	245,7	247,9	248,8	250,3	0,6%	3,1%
Agriculture	129,3	131,3	132,7	132,7	133,4	0,5%	3,2%
Elevage	84,5	85,1	85,8	86,5	87,2	0,8%	3,2%
Sylviculture, pêche et chasse	29,1	29,3	29,4	29,6	29,8	0,6%	2,3%
Secteur secondaire	240,0	240,2	248,9	252,4	262,2	3,9%	9,2%
Extraction	31,9	34,9	42,8	45,5	46,2	1,4%	44,7%
Industrie manufacturière	98,8	99,9	100,0	99,8	100,9	1,1%	2,2%
Agroalimentaire	55,3	55,8	55,5	55,0	56,1	2,0%	1,4%
Egrenage et fabrication de textiles	5,8	5,9	5,9	5,8	5,6	-3,2%	-3,1%
Bois et métaux	21,1	21,5	21,8	22,0	22,1	0,4%	4,9%
Autres industries manufacturières	16,6	16,7	16,8	17,0	17,1	0,7%	3,1%
Energie	27,5	27,8	28,7	29,6	30,4	2,6%	10,5%
BTP	81,8	77,7	77,5	77,4	84,7	9,4%	3,5%
Secteur tertiaire	499,9	551,1	522,5	558,4	545,5	-2,3%	9,1%
Services marchands	301,6	308,9	306,6	311,6	320,0	2,7%	6,1%
Commerce	120,6	121,6	121,5	121,5	124,1	2,1%	2,9%
Hôtellerie et restauration	11,0	11,1	11,3	11,2	11,3	0,6%	2,2%
Transports	9,8	10,1	10,3	10,4	10,5	1,3%	7,7%
Télécommunication	82,0	81,7	77,3	78,5	81,1	3,3%	-1,1%
Services financiers	37,5	38,8	39,4	40,5	42,0	3,7%	11,9%
Autres services marchands	40,7	45,6	46,8	49,4	51,0	3,2%	25,5%
Services non marchands	221,3	266,2	240,2	271,8	251,3	-7,5%	13,6%
Administrations publiques	200,3	245,1	219,0	250,5	229,9	-8,2%	14,8%
Autres services non marchands	21,0	21,1	21,2	21,3	21,4	0,5%	1,8%
SIFIM	-23,0	-23,9	-24,3	-25,0	-25,9	3,5%	12,7%
Impôts et taxes	134,3	132,2	129,7	141,1	138,5	-1,8%	3,1%
PIB, Constant1999, CVS	1 117,1	1 169,2	1 149,0	1 200,6	1 196,5	-0,3%	7,1%
PIB, Valeur courante, CVS	1 525,4	1 618,7	1 611,0	2 180,2	2 183,2	0,1%	43,1%

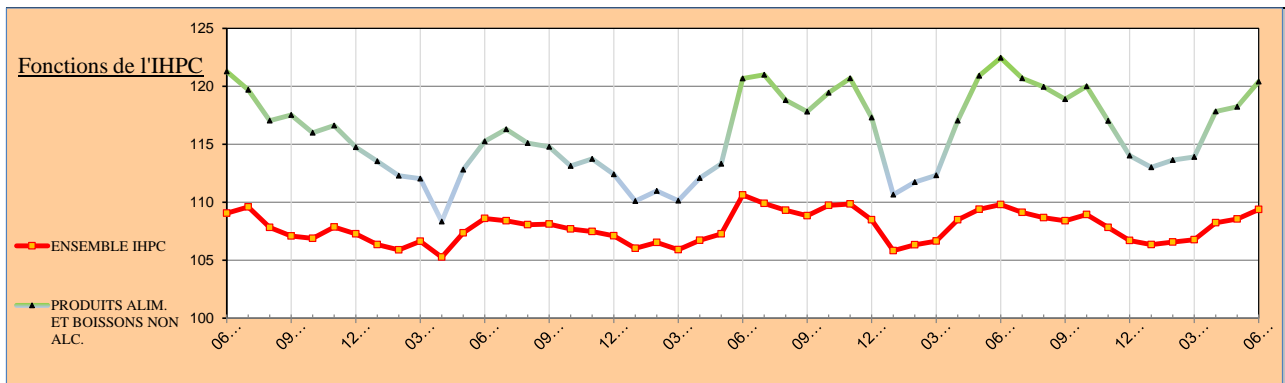


Au premier trimestre 2017, le PIB réel fléchit de 0,3% après une croissance de 4,5% au quatrième trimestre 2016. Cette baisse de l'activité économique au cours des trois premiers mois de l'année 2017 résulte principalement d'un recul de l'activité dans l'administration publique (-8,2%) ayant induit une forte baisse de la valeur ajoutée des services non marchands (-7,5%). Cette contreperformance du secteur tertiaire est amoindrie par la bonne dynamique des activités de services marchands (+2,7%), du secteur secondaire (+3,9%) et du secteur primaire (+0,6).

Comparativement au premier trimestre 2016, l'activité économique demeure toutefois en hausse de +7,1%.

INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION (IHPC)

IHPC Trimestriel Base 100 = 2008	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2017	2017	trimestriel	annuel
ENSEMBLE IHPC	109,2	108,7	107,8	106,6	108,7	2,0%	-0,5%
PRODUITS ALIM. ET BOISSONS NON ALC.	120,1	119,9	117,0	113,5	118,8	4,7%	-1,1%
BOISSONS ALCOOLISEES, TABACS ET STUPEFIANTS	98,1	99,9	101,4	99,6	99,9	0,3%	1,8%
ART. D'HABILLEMENT ET ARTICLES CHAUSANTS	101,8	101,9	102,0	102,0	102,0	0,0%	0,1%
LOGEMENT, EAU, ELECTRICITE, GAZ, AUTRES COMB.	120,7	118,2	119,1	119,4	118,7	-0,5%	-1,6%
AMEUBL., EQUIP. MENAGER, ENTRET. MAISON	97,9	97,9	97,9	98,0	98,2	0,2%	0,3%
SANTE	101,3	101,3	101,3	101,3	101,3	0,0%	0,0%
TRANSPORTS	106,7	104,9	104,8	104,8	104,8	0,0%	-1,7%
COMMUNICATION	64,2	64,2	64,2	64,2	64,2	0,0%	0,0%
LOISIRS, SPECTACLES ET CULTURE	97,2	97,3	97,3	97,3	97,3	0,0%	0,1%
ENSEIGNEMENT	108,6	108,6	108,6	108,6	108,6	0,0%	0,0%
HOTELS, CAFES, RESTAURANTS	112,0	112,6	112,6	113,0	115,9	2,6%	3,4%
AUTRES BIENS ET SERVICES	104,9	105,1	105,3	105,3	105,3	0,0%	0,3%



Au deuxième trimestre 2017, le niveau général des prix à la consommation a enregistré une hausse trimestrielle de 2,0%. Cependant, en variation annuelle, il a enregistré une légère baisse de 0,5%.

La hausse relevée en glissement trimestriel est surtout liée à un renchérissement des produits alimentaires et boissons alcoolisées (+4,7%) ainsi que des services des restaurants et des hôtels (+2,6%), les autres fonctions de consommation ayant enregistré une faible variation de leurs prix (entre -0,5% et 0,3%).

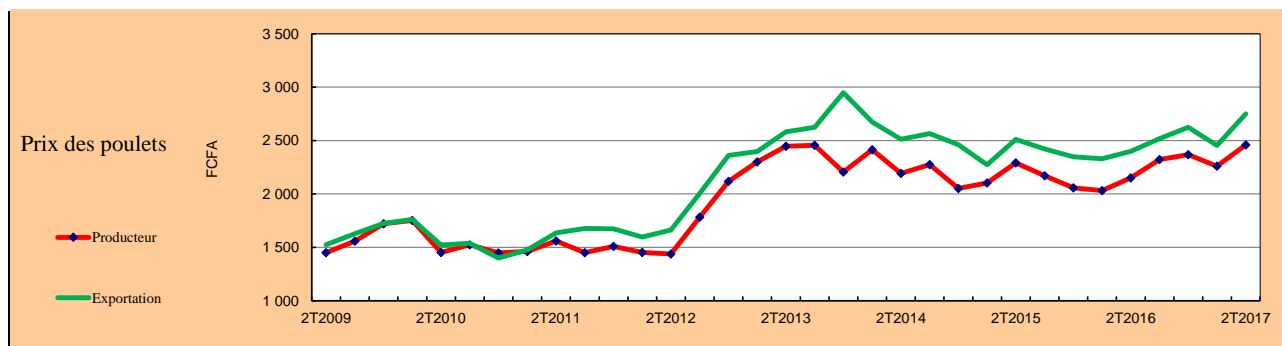
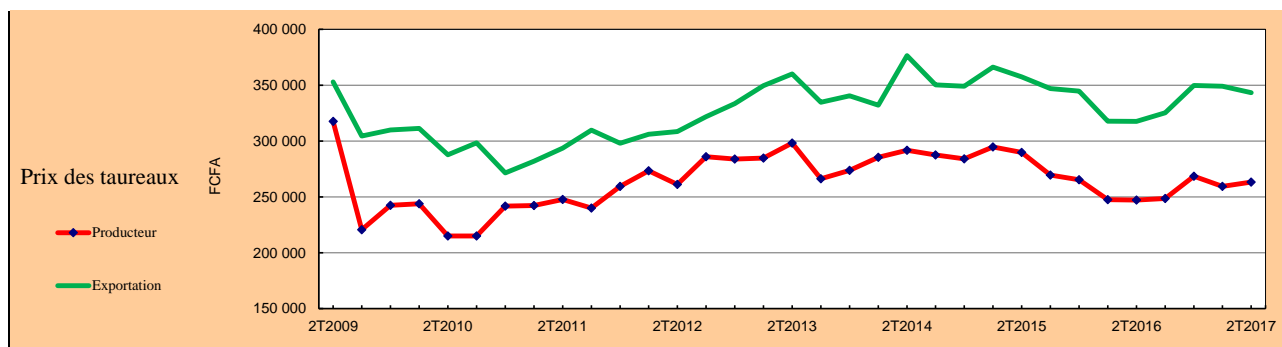
Quant à la baisse en variation annuelle, elle est essentiellement imputable à un recul des tarifs des transports (-1,7%), des prix des services de logement (-1,6%) et des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisés (-1,1%). Cependant, on note une hausse des prix pour les fonctions "Restaurant et hôtels" (+3,4%) et "boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants" (+1,8%). Les prix des autres produits ont enregistré de faibles variations annuelles (de 0% à 0,3%).

A fin juin 2017, l'inflation moyenne des 12 derniers mois est de -0,5% contre 0,8% à fin juin 2016.

Source : MINEFID / INSD

PRIX DES PRODUITS DE L'ELEVAGE

Prix sur les marchés de référence En Francs CFA	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2017	2017	trimestriel	annuel
	Prov						
Prix au producteur du taureau	247 146	248 573	268 552	259 378	263 185	1,5%	6,5%
Prix à l'exportation du taureau	317 648	325 251	349 677	349 090	343 247	-1,7%	8,1%
Prix au producteur du bœlier	33 875	35 960	38 609	40 863	42 311	3,5%	24,9%
Prix à l'exportation du bœlier	40 819	46 842	51 218	52 076	51 809	-0,5%	26,9%
Prix au producteur du bouc	20 250	20 638	22 021	23 537	24 126	2,5%	19,1%
Prix à l'exportation du bouc	29 746	31 820	33 731	34 602	34 593	0,0%	16,3%
Prix au producteur du poulet	2 151	2 322	2 369	2 261	2 460	8,8%	14,4%
Prix à l'exportation du poulet	2 399	2 519	2 624	2 454	2 750	12,1%	14,6%
Prix au producteur de la pintade	2 190	2 308	2 490	2 168	2 189	1,0%	0,0%
Prix à l'exportation de la pintade	2 367	2 610	2 797	2 437	2 724	11,8%	15,1%



Au deuxième trimestre 2017, le marché des animaux s'est caractérisé par une stabilité des prix des petits ruminants et une baisse des taux de vente (Vente/Offre) comparativement au trimestre précédent.

L'évolution du prix moyen du taureau a affiché une tendance haussière de 1,5% sur les marchés de production et une tendance baissière de 1,7% sur les marchés d'exportation en glissement trimestriel. En glissement annuel, c'est plutôt une tendance haussière des prix qui est observée avec +6,5% sur les marchés de production et +8,1% sur les marchés d'exportation.

La hausse du prix du taureau pourrait s'expliquer principalement par l'amélioration de l'état d'embonpoint des animaux vendus sur les marchés.

Quant aux prix du bœlier et du bouc, ils ont affiché une stabilité sur les marchés d'exportation par rapport au premier trimestre 2017. Comparés au deuxième trimestre de 2016, les prix du bœlier et du bouc enregistrent une hausse sur l'ensemble des marchés. Ces hausses ont été plus sensibles pour le bouc sur les marchés de production avec +19,1% et pour le bœlier sur les marchés d'exportation avec +26,9%.

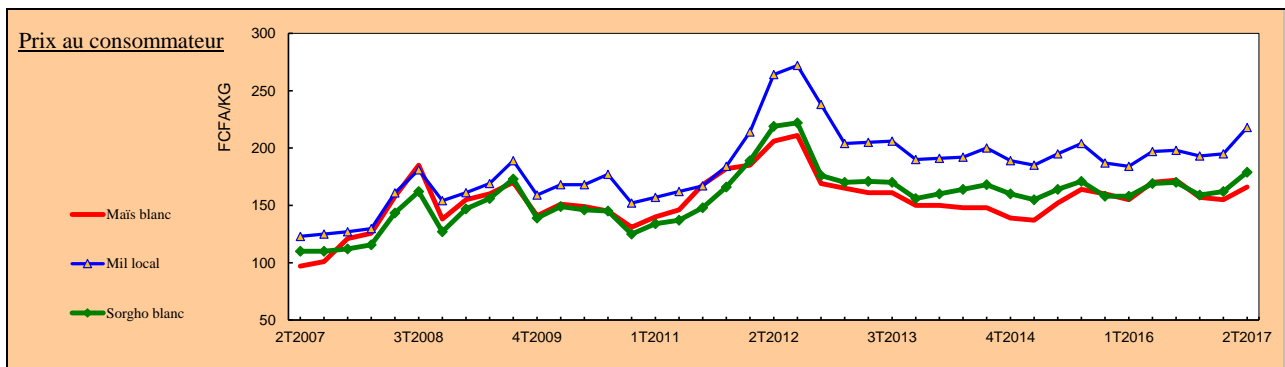
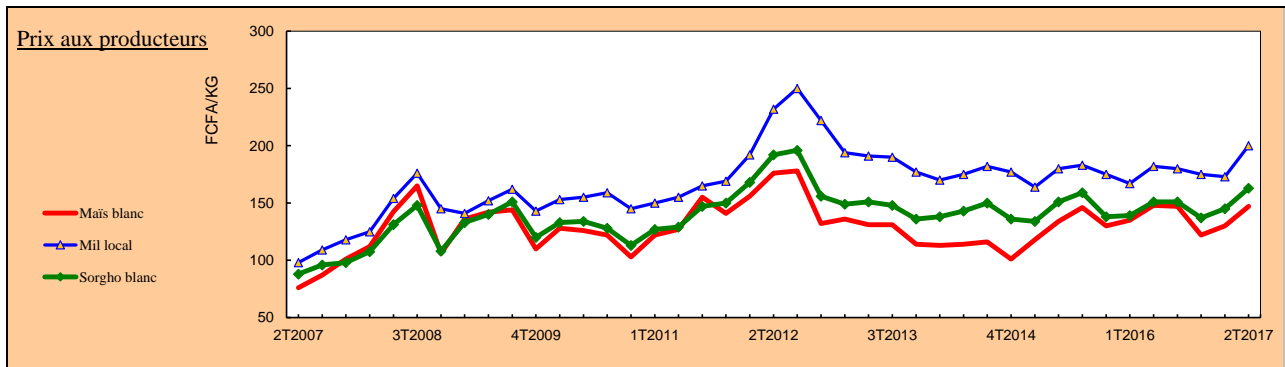
La stabilité en variation trimestrielle des prix du bœlier et du bouc pourrait s'expliquer, d'une part, par la hausse de l'offre due au Ramadan, et d'autre part, par la baisse de la demande.

Les prix des volailles ont connu dans l'ensemble une hausse par rapport à leur niveau du premier trimestre 2017. Elle est de +8,8% pour le poulet sur les marchés de production et de +11,8% pour la pintade et +12,1% pour le poulet sur les marchés d'exportation. Les mêmes tendances sont observées en glissement annuel. Dans l'ensemble, la hausse des prix s'expliquerait principalement par la hausse de la consommation de volaille de plus en plus croissante dans les centres urbains et lors des fêtes (Pâques, Ramadan...) et événements sociaux.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRIX DES PRODUITS AGRICOLES

Prix sur les marchés de référence (En Francs CFA / Kg)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2017	2017	trimestriel	annuel
Prix au producteur du maïs blanc	148,0	147,0	122,0	130,0	147,0	13,1%	-0,7%
Prix au consommateur du maïs blanc	170,0	172,0	157,0	155,0	166,0	7,1%	-2,4%
Prix au producteur du mil local	182,0	180,0	175,0	173,0	200,0	15,6%	9,9%
Prix au consommateur du mil local	197,0	198,0	193,0	195,0	218,0	11,8%	10,7%
Prix au producteur du sorgho blanc	151,0	151,0	137,0	145,0	163,0	12,4%	7,9%
Prix au consommateur du sorgho blanc	169,0	170,0	159,0	162,0	179,0	10,5%	5,9%



L'offre céréalière sur les marchés a connu une baisse par rapport au premier trimestre. Cette baisse, principalement liée à la saisonnalité, est jugée normale à cette période. L'approvisionnement des marchés se fait à travers les stocks commerçants qui sont disponibles et à un niveau moyen. Les stocks ménages restants sont principalement destinés à la consommation pendant la période de soudure.

La demande quant à elle, a connu une hausse consécutive à la baisse des stocks au niveau des ménages. Ces derniers adoptent une stratégie de gestion de leur stock restant en s'approvisionnant sur le marché. Cette évolution de la demande à cette période est également jugée normale au regard de la dépendance des ménages au marché pour leur approvisionnement.

L'évolution de l'offre et de la demande des céréales a eu pour conséquence une évolution en hausse des prix comparativement au trimestre précédent. Le niveau des prix moyens du trimestre sur les marchés de collecte était de 147 FCFA/kg pour le maïs, 200 FCFA/Kg pour le mil et de 163 FCFA/Kg pour le sorgho. Sur les marchés de détail, les prix moyens étaient de 166 FCFA pour le maïs, de 218 FCFA pour le mil et de 179 FCFA pour le sorgho.

Des hausses modérées ont été enregistrées par rapport au premier trimestre de 2017. Pour les prix à la collecte, ces hausses sont de 13,1% pour le maïs, 15,6% pour le mil et 12,4% pour le sorgho. Pour les prix au consommateur, ces hausses sont de 7,1% pour le maïs, 11,8% pour le mil et 10,5% pour le sorgho.

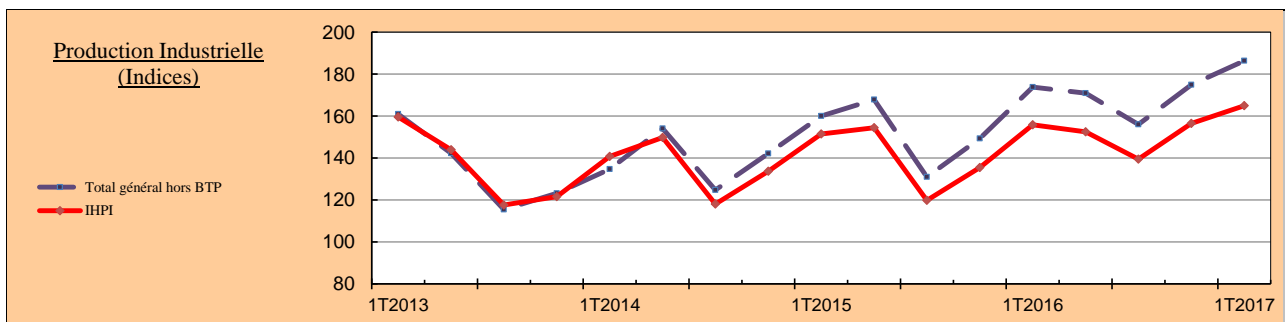
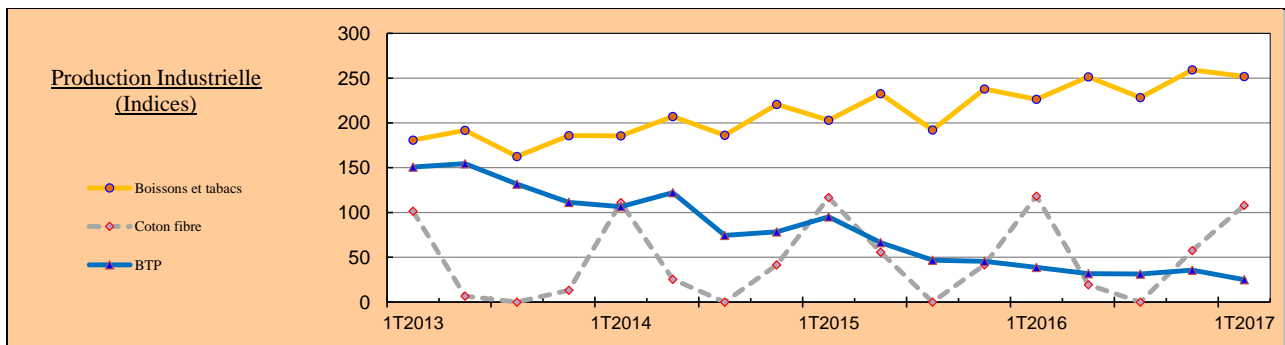
Par rapport au même trimestre de l'année passée, les prix moyens à la collecte ont enregistré des hausses de 9,9% pour le mil et 7,9% pour le sorgho. Le prix du maïs est resté stable. Sur les marchés de détail, les variations sont les suivantes : -2,4% pour le maïs, +10,7% pour le mil et +5,9% pour le sorgho.

Comparativement à la moyenne quinquennale (moyenne des prix du deuxième trimestre des cinq dernières années), une relative

Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S.

INDICE HARMONISE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE (IHPI)

IHPI Trimestriel Base 100 en 2007, Données brutes.	1. Trim.	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2016	2017	trimestriel	annuel
COTON FIBRE (SOFITEX)	118,3	19,2	0,0	57,5	107,9	87,5%	-8,8%
PRODUITS ALIMENT., BOISSONS ET TABACS	196,2	216,4	189,3	204,7	209,7	2,4%	6,9%
INDUSTRIES DES TEXTILES (y compris coton)	123,0	33,1	13,4	74,7	120,5	61,3%	-2,0%
INDUSTRIES EXTRACTIVES	864,7	914,2	1 130,5	1 203,4	1 227,3	2,0%	41,9%
INDUSTRIES MANUFACT. (Hors Coton)	149,8	150,7	147,0	153,8	152,1	-1,1%	1,6%
BOISSONS ET TABAC	226,4	251,4	228,3	259,2	251,9	-2,8%	11,3%
AUTRES INDUSTRIES MANUFACT.	149,8	150,7	147,0	153,8	152,1	-1,1%	1,6%
BOULANGERIES, MEUNERIES	137,1	117,4	138,0	128,7	126,8	-1,5%	-7,5%
AUTRES INDUST. ALIMENTAIRES	136,4	149,1	110,3	95,0	126,2	32,8%	-7,5%
INDUST. TEXTILES (Hors SOFITEX)	170,2	173,1	148,0	247,6	247,6	0,0%	45,5%
INDUSTRIES CHIMIQUES	62,3	77,7	76,5	71,9	81,4	13,3%	30,7%
OUVRAGES EN BOIS ET METAUX	6,9	6,6	3,9	22,9	4,7	-79,5%	-31,6%
ELECTRICITE, GAZ ET EAU	164,4	193,1	142,2	164,2	182,4	11,1%	11,0%
BATIMENTS ET TRAVAUX PUBLICS	38,7	31,6	31,2	35,7	24,9	-30,3%	-35,6%
TOTAL GENERAL HORS BTP	173,7	170,9	156,0	174,9	186,3	6,5%	7,2%
IHPI	155,8	152,5	139,4	156,5	164,9	5,4%	5,8%



Au premier trimestre 2017, l'activité industrielle poursuit sa croissance entamée au trimestre précédent. L'indice harmonisé de la production industrielle (IHPI) s'établit en effet à 164,9, réalisant ainsi une hausse, aussi bien en glissement trimestriel (+5,4%) qu'annuel (+5,8%).

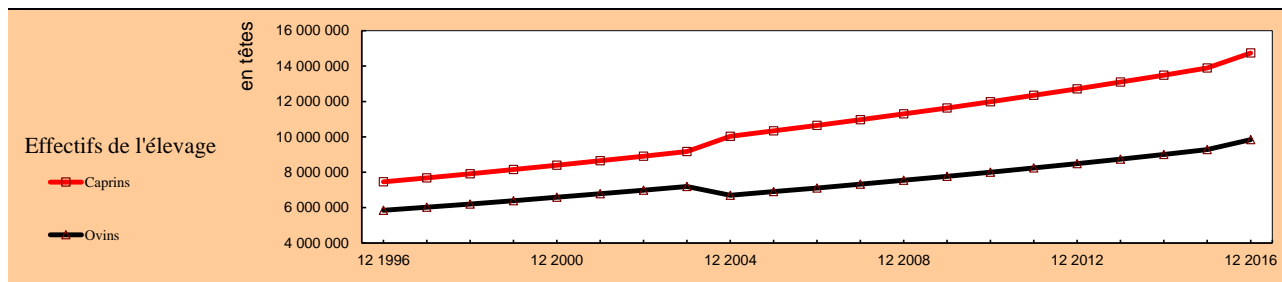
Cette tendance est due à un accroissement des indices des industries textiles, des industries de fabrication de boissons et de tabac et des industries énergétiques. En effet, l'indice de l'activité d'égrenage de coton est en hausse de 87,5% en glissement trimestriel malgré une baisse de 8,8% enregistrée par rapport au premier trimestre 2016. Aussi, l'activité dans le secteur eau, électricité, gaz, s'est également améliorée et l'indice de la branche est en hausse en glissement trimestriel (+11,1%) et en glissement annuel (+11,0%). Enfin, les industries alimentaires, de boissons et de tabacs enregistrent une hausse de 2,4% de leur indice en glissement trimestriel. Cette hausse a été modérée par la baisse de l'indice des industries de fabrication de tabac (-2,8%). Par rapport au premier trimestre de 2016, l'indice des industries alimentaires, de boissons et de tabacs est également en hausse (+6,9%).

Comparativement au quatrième trimestre 2016, les principales branches industrielles qui ont enregistré une baisse de production au premier trimestre 2017 sont les industries de fabrication d'ouvrages en bois et en métaux (-79,5%) et les industries de fabrication de matériaux de construction (-30,3%). En glissement trimestriel également, ces deux branches de l'industrie burkinabè enregistrent de fortes baisses de production matérialisées par des chutes de leurs indices respectifs de 31,6% et 35,6%.

Source : MINEFID / INSD

EFFECTIFS DU SECTEUR DE L'ELEVAGE

Effectifs (en têtes et en milliers de têtes)	déc 2012	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	Croissance moyenne	
						2012-2016	2015-2016
Effectif de bovins (en têtes)	8 737 757	8 912 491	9 090 718	9 272 510	9 457 934	2,0%	2,0%
Effectif d'ovins (en têtes)	8 745 206	9 007 538	9 277 746	9 556 056	9 842 712	3,0%	3,0%
Effectif de caprins (en têtes)	13 094 064	13 486 864	13 891 447	14 308 172	14 737 393	3,0%	3,0%
Effectif de la volaille (poules + pintades) (en milliers de têtes)	39 797	40 991	42 220	43 487	44 792	3,0%	3,0%

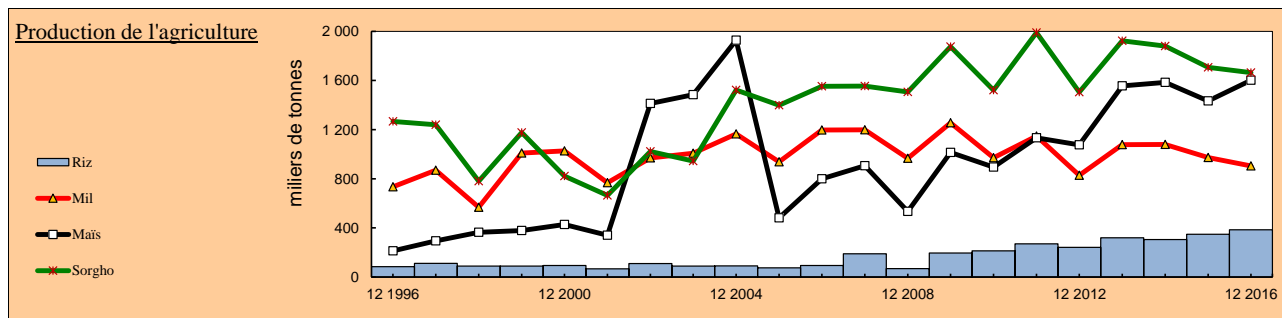


Suite à la mise à jour de l'effectif du cheptel, les bovins restent l'espèce la plus importante en terme de valeur monétaire. Les petits ruminants (ovins et caprins) sont les plus exportés et représentent au moins 60% du bétail exporté. Les ménages ont beaucoup plus recours aux petits ruminants pour obtenir de la liquidité et/ou des vivres. Quant à la volaille, elle est plus consommée localement.

Sources : M.R.A.H. / D.G.E.S.S.

PRODUCTION DU SECTEUR DE L'AGRICULTURE

Production de l'agriculture (tonnes)	déc 2012	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	Croissance moyenne	
						2012-2016	2015-2016
Production brute totale de céréales	4 898 544	4 869 723	4 469 300	4 189 665	4 567 066	-1,7%	9,0%
dont : Production brute de mil	1 078 394	1 078 570	972 539	946 184	905 071	-4,3%	-4,3%
dont : Production brute de sorgho	1 923 805	1 880 465	1 707 613	1 435 640	1 663 844	-3,6%	15,9%
dont : Production brute de maïs	1 556 316	1 585 418	1 433 085	1 469 612	1 602 525	0,7%	9,0%
dont : Production brute de riz (pluvial et irrigué)	319 390	305 382	347 501	325 138	384 690	4,8%	18,3%

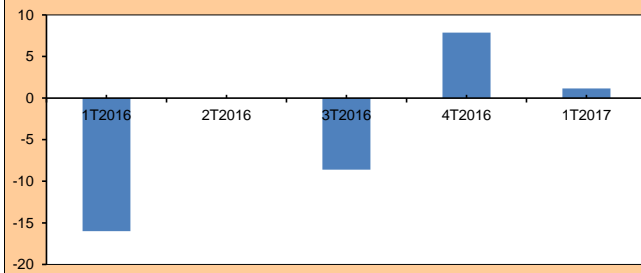


Le deuxième trimestre a été marqué par le lancement de la campagne agricole 2017/2018, le samedi 20 mai 2017 à Bagré. Placé sous le thème : « Développement des Agropoles et utilisation des technologies de l'information et de la communication : opportunité d'intensification et de diversification des productions agricoles. », cette campagne se veut être plus productive que les années antérieures avec l'utilisation des technologies de l'information et de la communication pour impulser le développement agricole au Burkina Faso. En effet, ce sont 5 200 000 tonnes de céréales qui sont attendues. En plus de ces prévisions, 1 568 000 tonnes de cultures de rente et 1 891 947 tonnes de cultures maraîchères sont espérées.

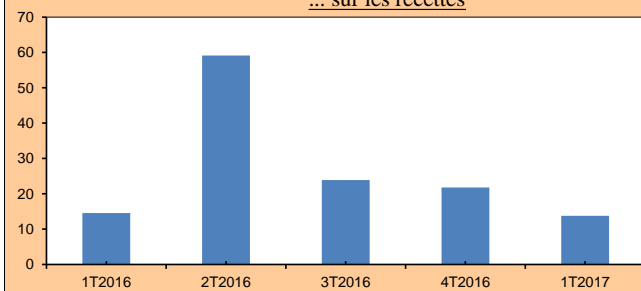
Pour cette campagne plus de 26 000 tonnes d'engrais, 7000 tonnes de semences améliorées, 1,5 million de boutures, environ 12 000 charrues, 1660 charrettes, 140 semoirs, 908 butteurs, 100 cannes planteuses et 4 820 animaux de trait seront distribués aux producteurs des 13 régions du Burkina Faso.

La valeur des intrants et du matériel est de 64 554 550 FCFA. En outre, 110 motocyclettes d'une valeur de 132 750 000 FCFA permettront aux agents d'appui-conseils agricoles des 45 provinces, de mieux assurer la ronde pour l'encadrement des agriculteurs. Par ailleurs, 11 740 ha de nouveaux bas-fonds aménagés et périmètres irrigués, 85 ha de périmètres maraîchers, 20 ha pour l'irrigation seront mis à la disposition des producteurs.

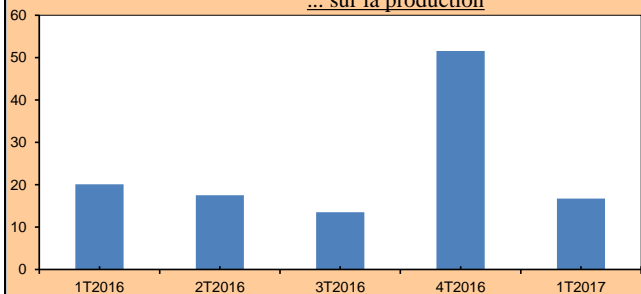
Sources : M.A.A.H. / SO.NA.GE.S.S. et D.G.E.S.S.

SOLDES D'OPINION (%) DES CHEFS D'ENTREPRISES...**... sur le climat des affaires****Climat des affaires**

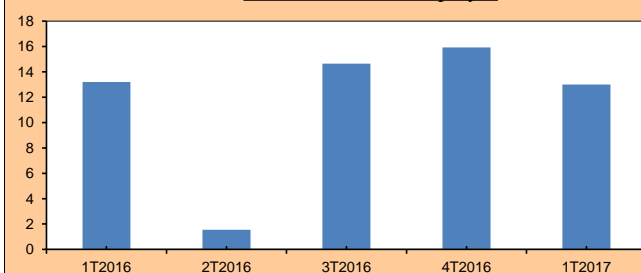
Le climat des affaires au premier trimestre 2017 n'a pas connu d'évolution comparé au quatrième 2016.

... sur les recettes**Recettes**

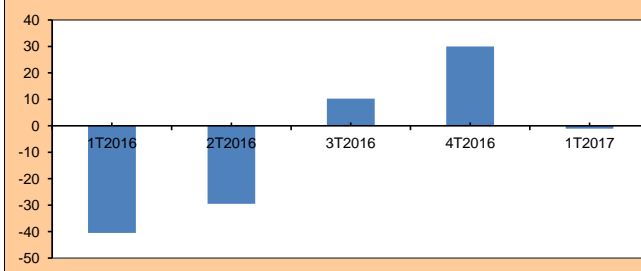
Toutefois, les ventes au premier trimestre 2017 ont augmenté par rapport à celles du dernier trimestre de 2016.

... sur la production**Production**

Par ailleurs, comparé au quatrième trimestre 2016, le niveau de la production au premier trimestre 2017 est également en hausse.

... sur les effectifs employés**Effectifs employés**

Ainsi, en soutien à la croissance de l'activité, les effectifs employés ont connu une augmentation entre le quatrième trimestre 2016 et le premier trimestre 2017.

... sur la situation de la trésorerie**Trésorerie des entreprises**

Quant à la situation de la trésorerie des entreprises, elle est restée moyenne dans l'ensemble au premier trimestre 2017.

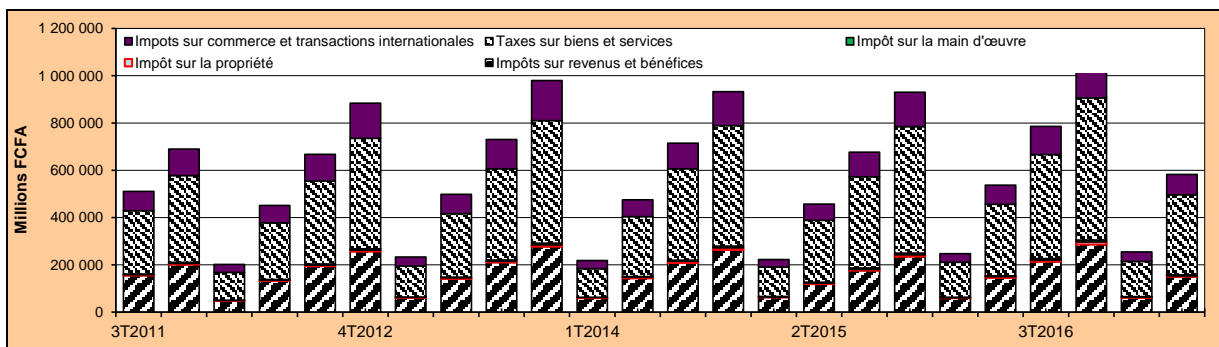
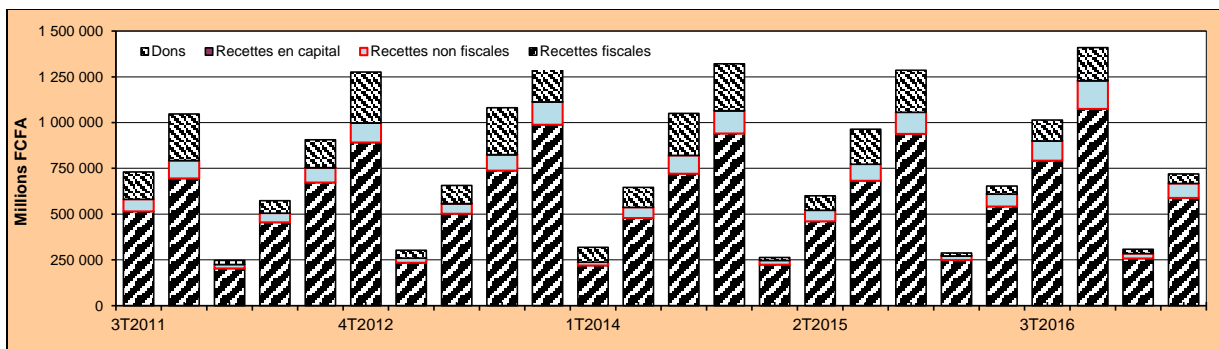
Source : MINEFID / INSD

Finances publiques

L'exécution des opérations financières de l'Etat, à fin mars 2017, s'est soldée par un déficit (base engagement) de 57,9 milliards de FCFA, contre un excédent de 49,7 milliards de FCFA à fin mars 2016.

RECETTES TOTALES ET DONNS

RECETTES CUMULEES	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim. 2016	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	Taux d'exécution	Glissement annuel
(En millions Francs CFA)		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Recettes totales et dons	1 570 175,7	652 960,4	1 014 301,9	1 409 881,7	308 394,4	719 228,8	45,8%	10,1%
Recettes totales	1 283 901,5	609 515,2	899 772,8	1 229 691,3	284 405,6	667 400,0	52,0%	9,5%
Recettes courantes	1 283 901,5	609 485,0	899 742,7	1 229 661,0	284 405,6	667 400,0	52,0%	9,5%
Recettes fiscales	1 127 291,3	541 297,5	791 828,6	1 074 593,6	258 025,8	588 527,4	52,2%	8,7%
Impôts sur revenu et bénéfices	307 416,6	144 660,4	212 846,5	285 742,5	60 906,8	149 551,2	48,6%	3,4%
Impôt sur la main d'œuvre	19 132,2	4 476,3	6 590,6	8 743,8	2 287,4	5 002,2	26,1%	11,7%
Taxes sur biens et services	607 410,3	301 820,7	440 257,4	600 942,8	149 095,0	338 835,2	55,8%	12,3%
Taxe sur le commerce et les transactions internationales	182 742,2	81 103,6	118 456,8	159 130,3	40 504,8	85 481,1	46,8%	5,4%
Autres recettes fiscales	10 590,0	4 502,5	6 394,6	9 341,2	3 202,7	6 140,1	58,0%	36,4%
Recettes non fiscales	156 610,2	68 187,4	107 914,0	155 067,4	26 379,8	78 872,6	50,4%	15,7%
Recettes en capital	0,000	30,173	30,173	30,299	0,000	0,000		-100,0%
Dons	286 274,2	43 445,2	114 529,1	180 190,4	23 988,8	51 828,8	18,1%	19,3%
Projets	213 771,5	43 445,2	76 237,3	98 992,3	23 988,8	40 372,1	18,9%	-7,1%
Programmes	72 502,7	0,0	38 291,8	81 198,1	0,0	11 456,7	15,8%	



Au titre des recettes totales et dons, le TOFE affiche un niveau de réalisation de 719,2 milliards de FCFA à fin juin 2017 contre 652,9 milliards de FCFA à fin juin 2016, soit une progression de 10,1%, imputable à un accroissement tant des recettes propres que des dons.

Les recettes totales (recettes propres) ont connu une hausse de 9,5% (+57,9 milliards de FCFA) par rapport à fin juin 2016. Cette hausse est portée aussi bien par les recettes fiscales que les recettes non fiscales.

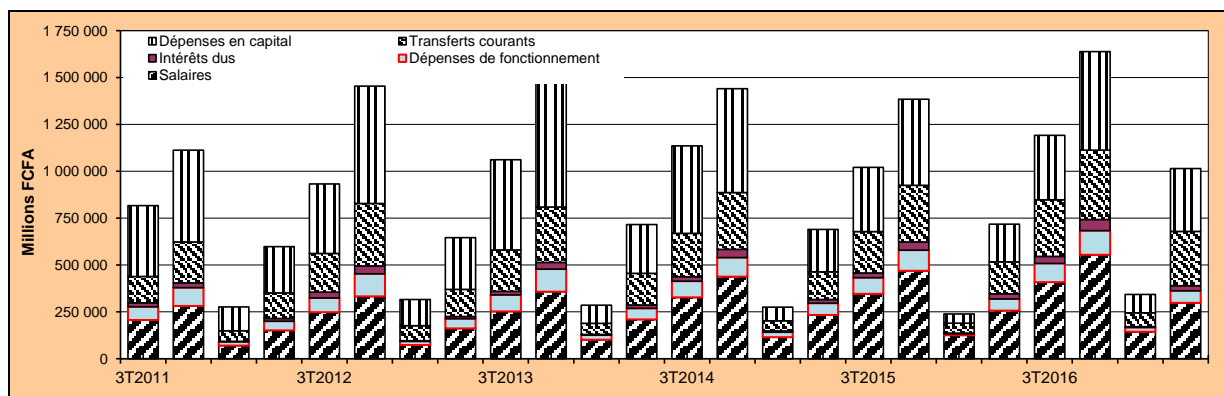
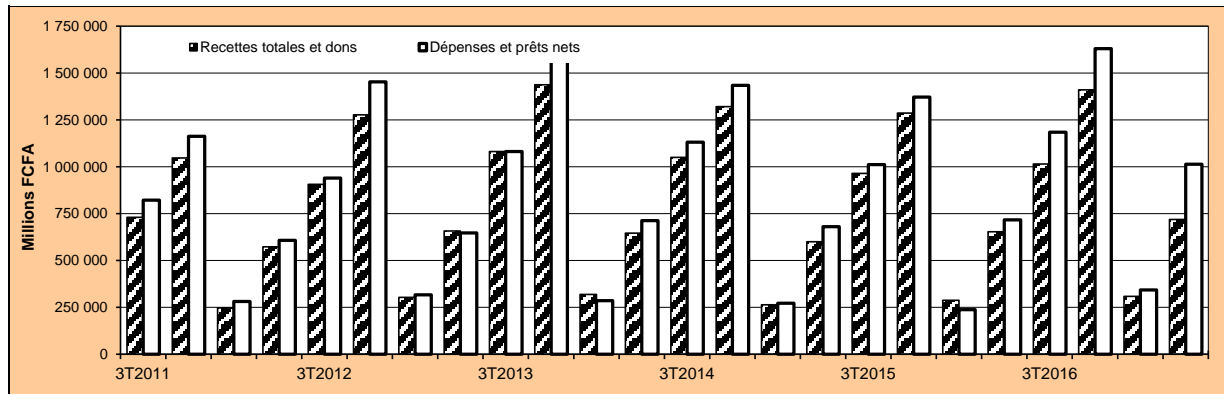
En effet, les recettes fiscales se sont établies à 588,5 milliards de FCFA à fin juin 2017, en hausse de 47,2 milliards de FCFA par rapport à fin juin 2016. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse constatée au niveau des « taxes sur biens et services » (+37,0 milliards de FCFA), des « impôts sur revenus et bénéfices » (+4,9 milliards de FCFA) et des « impôts sur commerce et transactions internationales » (+4,4 milliards de FCFA). Concernant les recettes non fiscales, elles ont enregistré une progression de 15,7% (+10,7 milliards de FCFA) en lien avec la hausse des droits proportionnelles et taxes superficielles de 6,9 milliards de FCFA, des produits financiers de 2,5 milliards de FCFA et des ventes non industrielles de 2,4 milliards de FCFA.

Quant aux dons, ils ont été mobilisés à hauteur de 51,8 milliards de FCFA à fin juin 2017, en augmentation de 8,4 milliards de FCFA par rapport à fin juin 2016. Cette progression est due exclusivement à la hausse des dons programmes de 11,5 milliards de FCFA dont aucun montant n'avait été mobilisé à fin juin 2016. Les dons projets ont baissé de 3,1 milliards de FCFA (-7,1%)

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

DEPENSES ET PRETS NETS

DEPENSES CUMULEES (En millions Francs CFA)	Prédvision budgéttaire (2016)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2016	2016	2017	2017		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Dépenses et prêts nets	1 796 632,1	716 577,9	1 184 353,2	1 629 838,0	343 292,1	1 013 092,6	56,4%	41,4%
Dépenses	1 799 564	717 532,0	1 191 979,4	1 638 501,3	343 450,9	1 014 359,1	56,4%	41,4%
Dépenses courantes	1 070 590	516 754,0	847 636,3	1 112 301,1	244 922,0	678 913,5	63,4%	31,4%
Salaires	519 075	256 884,0	408 642,3	554 474,4	144 370,0	298 384,0	57,5%	16,2%
Dépenses de fonctionnement	140 308	61 916,8	100 175,1	128 515,7	22 177,5	64 774,2	46,2%	4,6%
Intérêts dus	49 512	26 840,6	37 307,8	59 793,4	4 441,5	27 094,0	54,7%	0,9%
Transferts courants	361 696	171 112,5	301 511,2	369 517,6	73 933,0	288 661,3	79,8%	68,7%
Dépenses en capital	728 973	200 777,9	344 343,1	526 200,2	98 528,9	335 445,6	46,0%	67,1%
financées sur ressources propres	366 395	109 661,1	195 126,3	338 390,0	56 254,0	263 269,2	71,9%	140,1%
Prêts nets	-2 932	-954,0	-7 626,2	-8 663,3	-158,7	-1 266,6	43,2%	32,8%



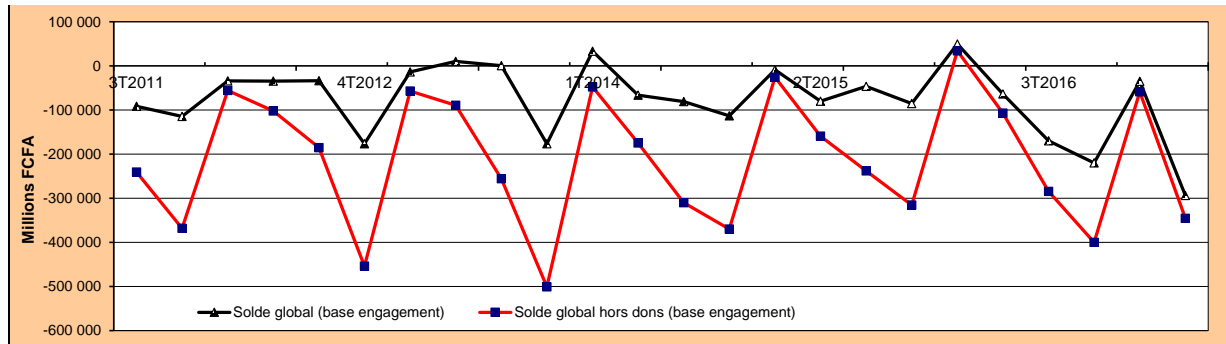
Au titre des dépenses totales et prêts nets, le TOFE enregistre un niveau d'exécution cumulé de 1 013,1 milliards de FCFA à fin juin 2017 contre 716,6 milliards de FCFA à la même période en 2016, soit une hausse de 296,5 milliards de FCFA. Cette hausse résulte à la fois d'une progression des dépenses courantes de 162,2 milliards de FCFA et des dépenses en capital de 134,7 milliards de FCFA; les prêts nets ayant connu une baisse de 0,4 milliards de FCFA.

L'accroissement des dépenses courantes est imputable essentiellement à une augmentation des dépenses de transferts courants (+117,5 milliards de FCFA) et des dépenses de personnel (+41,5 milliards de FCFA). L'augmentation des dépenses de transferts courants s'explique, entre autres, par la poursuite de la gratuité des soins (obstétricaux et des enfants de moins de 5 ans), les subventions d'hydrocarbures et les transferts de ressources aux Collectivités territoriales pour la prise en charge des cantines scolaires. La hausse des dépenses de personnel s'explique essentiellement par la régularisation massive des avancements dans le cadre de l'opérationnalisation de la loi 081, la mise en œuvre des reversements dans le nouveau classement indiciaire adopté en application de ladite loi et la prise en charge des statuts autonomes des personnels du ministère en charge de la justice. Concernant les dépenses en capital, à fin juin 2017, elles ont augmenté de 134,7 milliards de FCFA (+67,1%) par rapport à la même période en 2016 en ressortant à 335,4 milliards de FCFA. Cette hausse s'explique par celle des dépenses exécutées sur ressources propres de 153,6 milliards de FCFA. La dynamique des dépenses d'investissement sur ressources propres traduit la volonté du Gouvernement de mettre en œuvre les projets porteurs de croissance et à même de permettre une transformation structurelle de l'économie en lien avec la matrice des réformes stratégiques et des investissements structurants du PNDES.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SOLDES ET FINANCEMENT

SOLDE GLOBAL (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2016	2016	2017	2017		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Solde global (base engagement)	-226 456,3	-63 617,6	-170 051,3	-219 956,3	-34 897,7	-293 863,8	129,8%	361,9%
Solde global hors dons (base engagement)	-512 730,6	-107 062,8	-284 580,4	-400 146,7	-58 886,5	-345 692,6	67,4%	222,9%
Solde primaire	-463 218,4	-80 222,1	-247 272,6	-340 353,3	-54 445,0	-318 598,6	68,8%	297,1%
Solde de base	-150 152,0	-21 384,7	-141 414,1	-219 325,0	-16 611,6	-273 516,2	182,2%	1179,0%
Solde global (base caisse)	-226 456,3	-74 812,6	-120 572,3	-134 350,8	-96 535,2	-212 766,5	94,0%	184,4%
Solde global hors dons (base caisse)	-512 730,6	-118 257,8	-235 101,4	-314 541,1	-120 524,0	-264 595,3	51,6%	123,7%

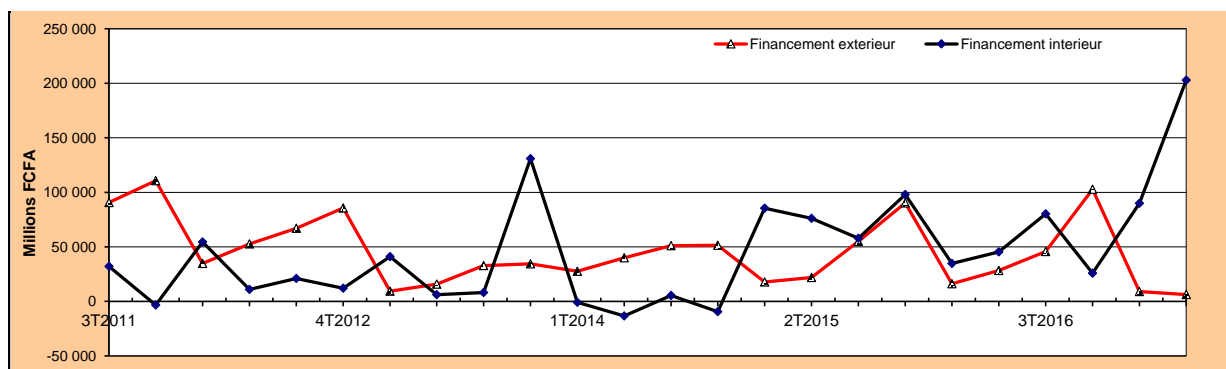


L'exécution des opérations financières de l'Etat est ressortie déficitaire à fin juin 2017. Le déficit global (base engagement) s'est établi à 293,9 milliards de FCFA au premier semestre de l'année 2017 contre un déficit de 63,7 milliards de FCFA à fin juin 2016.

Quant au déficit global base caisse, il s'est situé à 212,8 milliards de FCFA à fin juin 2017 contre un déficit de 74,8 milliards de FCFA au premier semestre de l'année 2016. Il a été couvert par un financement extérieur net de 6,3 milliards de FCFA et un financement intérieur net de 202,9 milliards de FCFA.

Le financement intérieur à fin juin 2017 s'est caractérisé par l'émission de sept (07) bons du Trésor et de trois (03) obligations du Trésor de valeurs globales respectives de 118,0 milliards de FCFA et 63,7 milliards de FCFA. Les remboursements se sont situés à 104,4 milliards de FCFA pour les bons du Trésor et à 51,6 milliards de FCFA pour les obligations.

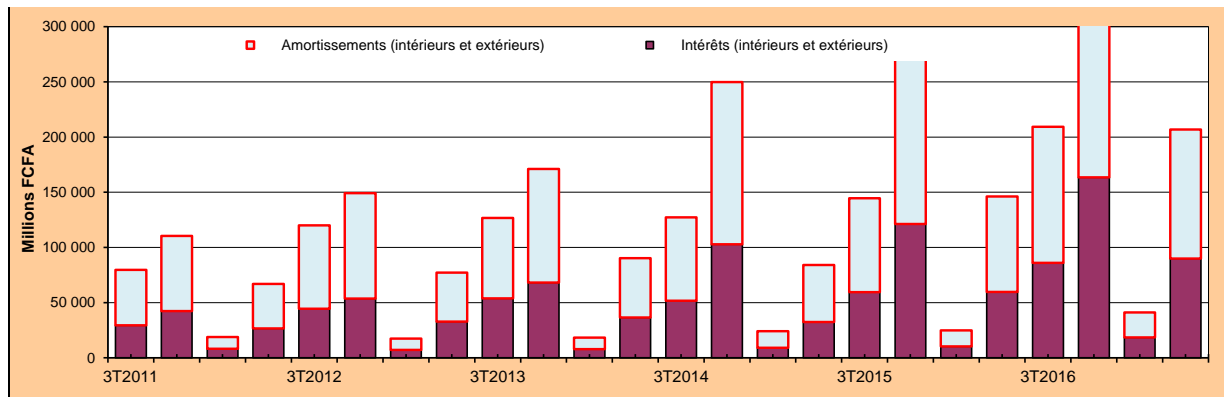
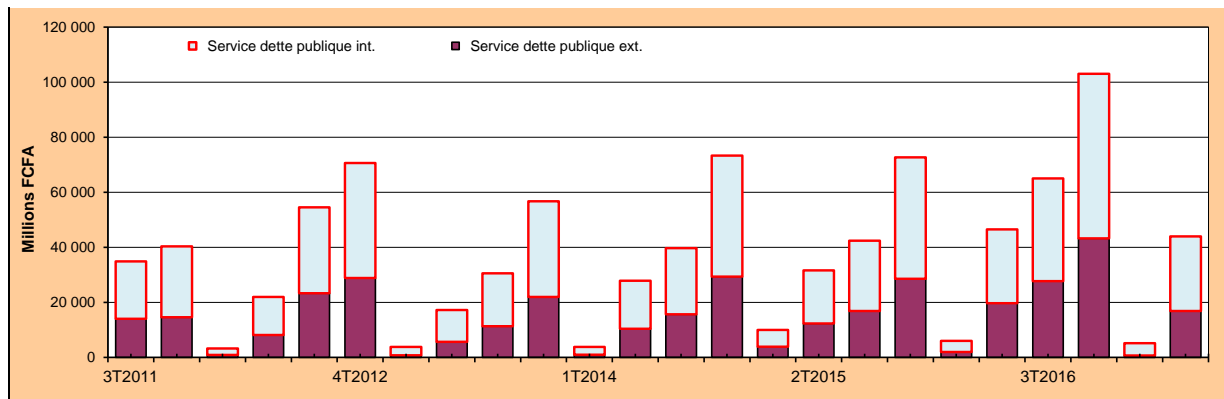
FINANCEMENT (Cumulés, millions Francs CFA)	Prévision budgétaire (2016)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2016	2016	2017	2017		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Financement	226 456,3	73 684,2	125 949,0	128 684,2	98 920,0	209 128,5	92,3%	183,8%
Financement extérieur	168 413,5	28 410,7	45 677,0	102 887,2	8 961,0	6 250,2	3,7%	-78,0%
Décassements extérieurs	207 105,5	42 232,8	66 929,0	144 801,3	18 286,1	31 804,3	15,4%	-24,7%
Initiative PPTE (Allègements)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Amortissement de la dette extérieure	-38 692,0	-13 822,1	-21 252,0	-41 914,1	-9 325,1	-25 554,1	66,0%	84,9%
Ajustement taux de change	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		
Financement intérieur	58 042,9	45 273,5	80 272,0	25 796,9	89 959,1	202 878,2	349,5%	348,1%
Financement bancaire	63 817,7	5 777,7	1 210,0	-75 291,7	88 610,1	184 170,9	288,6%	3087,6%
Secteur non bancaire	-5 774,8	39 495,9	79 062,0	101 088,6	1 349,0	18 707,3	-323,9%	-52,6%
Gap de financement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0		



Source : MINEFID / D.G.T.C.P

SERVICE DE LA DETTE PUBLIQUE

SERVICE CUMULE (En millions Francs CFA)	Prédvision budgétaire (2016)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Taux d'exécution	Glissement annuel
		2016	2016	2016	2017	2017		
		Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Est.		
Total service dette publique	195 161,3	86 513,5	123 336,4	223 188,5	22 796,5	116 989,5	59,9%	35,2%
Amortissements (int. et ext.)	145 649	59 672,9	86 028,6	163 395,1	18 355,0	89 895,5	61,7%	50,6%
Intérêts (intérieurs et extérieurs)	49 512	26 840,6	37 307,8	59 793,4	4 441,5	27 094,0	54,7%	0,9%
Service dette publique int.	134 763,3	65 527,3	92 454,9	164 707,3	9 722,4	81 191,0	60,2%	23,9%
Amortissements	106 957	45 850,8	64 776,6	121 481,0	9 030,0	64 341,4	60,2%	40,3%
Intérêts	27 806	19 676,5	27 678,3	43 226,3	692,4	16 849,6	60,6%	-14,4%
Service dette publique ext.	60 398,0	20 986,3	30 881,5	58 481,1	13 074,2	35 798,5	59,3%	70,6%
Amortissements	38 692	13 822,1	21 252,0	41 914,1	9 325,1	25 554,1		84,9%
Intérêts	21 706	7 164,2	9 629,5	16 567,1	3 749,1	10 244,4	47,2%	43,0%
Service dette ext./recettes totales	4,7%	3,4%	3,4%	4,8%	4,6%	5,4%		1,9 points

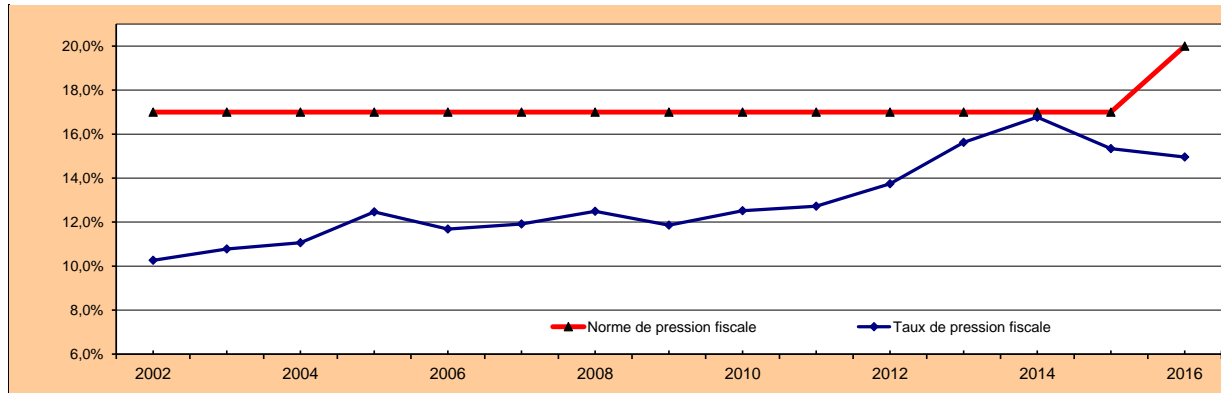


Le ratio "service de la dette extérieure/recettes totales", est évalué à 5,2% au 31 juin 2017 contre 3,4 % à fin juin de l'année dernière. Cela traduit une accumulation du poids de la dette extérieure sur les ressources propres de 1,9 point de pourcentage.

Source : MINEFID / D.G.T.C.P

CONVERGENCE UEMOA

CRITERE DE 1er ET DE 2nd RANG	Normes		12 2012	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016
			Real.	Real.	Real.	Est.	Est.
Critères de 1er rang							
Soldes budgétaires global / PIB nominal	≥	-3%	-3,1%	-3,0%	-1,9%	-1,3%	-3,1%
Taux d'inflation	≤	3%	3,8%	0,5%	-0,3%	1,0%	-0,2%
Encours de la dette publique totale / PIB nominal	≤	70%	28,8%	29,4%	31,6%	33,2%	31,2%
Critères de 2nd rang							
Masse salariale / Recettes fiscales	≤	35%	37,3%	36,2%	46,5%	50,0%	51,6%
Taux de pression fiscale	≥	20%	15,6%	16,8%	15,3%	14,2%	15,0%



En 2016, sur la base des estimations préliminaires, le Burkina Faso a respecté deux (2) critères de premiers rang, à savoir le taux d'inflation annuel moyen et l'encours total de la dette publique rapporté au PIB nominal. Le critère clé (le solde budgétaire global, dont compris, rapporté au PIB nominal) n'est cependant pas respecté.

Quant aux deux critères de second rang, aucun n'a été respecté en 2016. Le taux de pression fiscale s'est établi à 15,6% en 2016 contre 14,7% en 2015, non conforme à la norme communautaire de 20% minimum. Le ratio masse salariale sur recettes fiscales est ressorti à 51,6% en 2016 contre 50,0% en 2015, ne respectant pas la norme communautaire de 35% maximum.

Source : MINEFID

Secteur monétaire

AGREGATS MONETAIRES

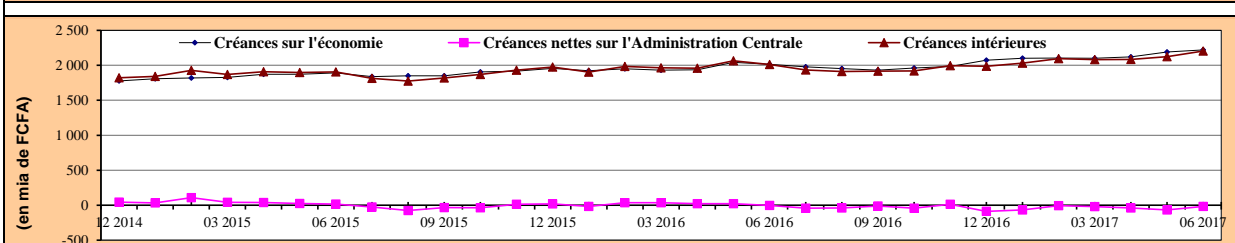
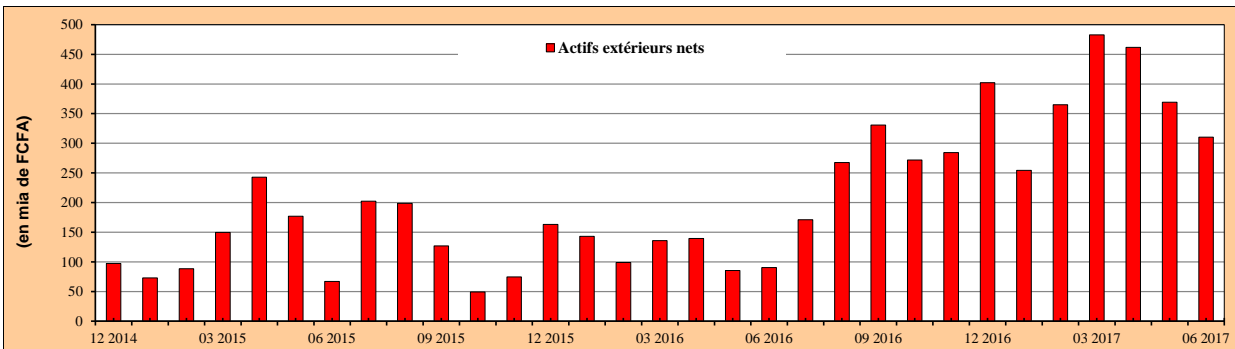
Les transactions avec le reste du monde se traduiraient par une diminution des actifs extérieurs nets des institutions monétaires de 58,9 milliards entre fin mai et fin juin 2017 pour s'établir à 310,4 milliards et se répartissent ainsi qu'il suit :

-BCEAO : -950,4 milliards (en baisse mensuelle de 68,6 milliards, soit -7,8%) ;

-AID : +1.260,8 milliards (en hausse mensuelle de 9,6 milliards, soit +0,8%).

L'accroissement des engagements extérieurs nets de la BCEAO entre fin mai et fin juin 2017 est imputable à une hausse de ses engagements vis-à-vis des non-résidents (+62,2 milliards), renforcée par la baisse de ses créances sur les non-résidents (-6,4 milliards).

AGREGATS MONETAIRES En mia de Francs CFA (situation en fin de trimestre)	2. Trim. 2016	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	Variation			
						Niv trim T-1	% trim T-1	Niv an-1	% an-1
Est.									
Circulation fiduciaire	304,7	252,2	280,6	282,9	279,0	-3,9	-1,4%	-25,8	-8,5%
Dépôts transférables	1 168,7	1 187,6	1 338,3	1 389,0	1 449,5	60,5	4,4%	280,7	24,0%
BCEAO	0,3	0,4	0,6	0,4	0,5	0,1	18,4%	0,2	58,5%
Banques	196,3	521,1	196,3	478,5	321,0	-157,4	-32,9%	124,7	63,5%
CCP et CNE	171,3	172,4	179,8	179,8	179,8	0,0	0,0%	8,5	5,0%
M1	1 473,4	1 439,8	1 619,0	1 671,8	4,8	-1 667,0	-99,7%	-1 468,6	-99,7%
Autres dépôts inclus dans la masse monétaire (1)	1 145,0	1 154,4	1 172,9	1 262,4	1 284,5	22,0	1,7%	139,5	12,2%
BCEAO	0,3	0,4	0,6	0,4	0,5	0,1	18,4%	0,2	58,5%
AID	1 144,7	1 154,2	1 172,6	1 262,1	1 284,2	22,0	1,7%	139,4	12,2%
Masse monétaire (M2)	2 618,5	2 594,3	2 791,8	2 934,3	3 012,9	78,6	2,7%	394,5	15,1%
Actifs extérieurs nets	90,4	330,7	402,1	482,8	310,4	-172,3	-35,7%	220,1	243,5%
BCEAO	0,3	0,4	0,6	0,4	0,5	0,1	18,4%	0,2	58,5%
Banques	997,1	1 014,9	1 158,0	1 208,7	1 269,2	60,4	5,0%	272,1	27,3%
Créances intérieures	2 011,2	1 917,3	1 986,0	2 081,4	2 204,5	123,1	5,9%	193,3	9,6%
Créances nettes sur l'Admini	-3,4	-12,5	-88,5	-19,8	-16,1	3,7	-18,7%	-12,6	367,1%
BCEAO	0,3	0,4	0,6	0,4	0,5	0,1	18,4%	0,2	58,5%
Banques	997,1	1 014,9	1 158,0	1 208,7	1 269,2	60,4	5,0%	272,1	27,3%
Créances sur l'économie	2 014,7	1 929,8	2 074,5	2 101,2	2 220,6	119,4	5,7%	205,9	10,2%



Sources : B.C.E.A.O.

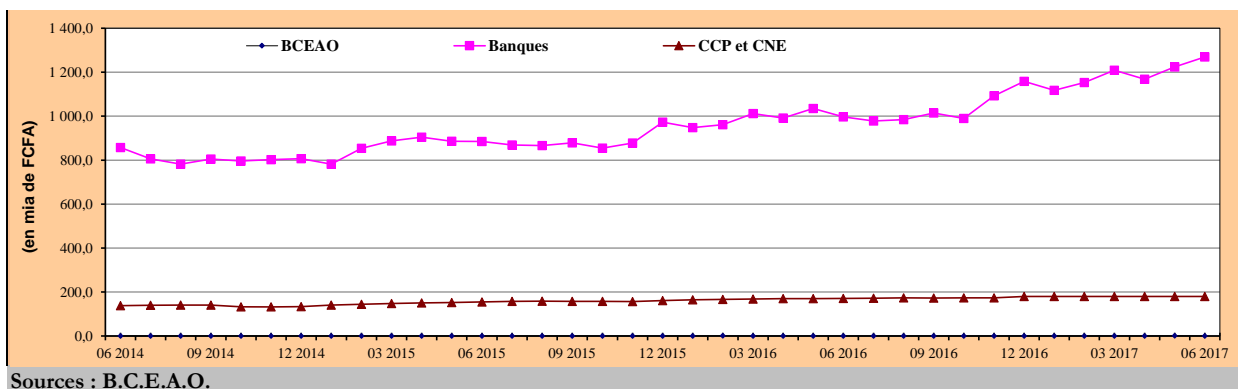
La régression des AEN de la Banque Centrale serait imprimée par la baisse plus importante de ses avoirs extérieurs bruts (-121,1 milliards de FCFA) par rapport à celle de ses engagements vis-à-vis des non résidents (-7,1 milliards de FCFA)

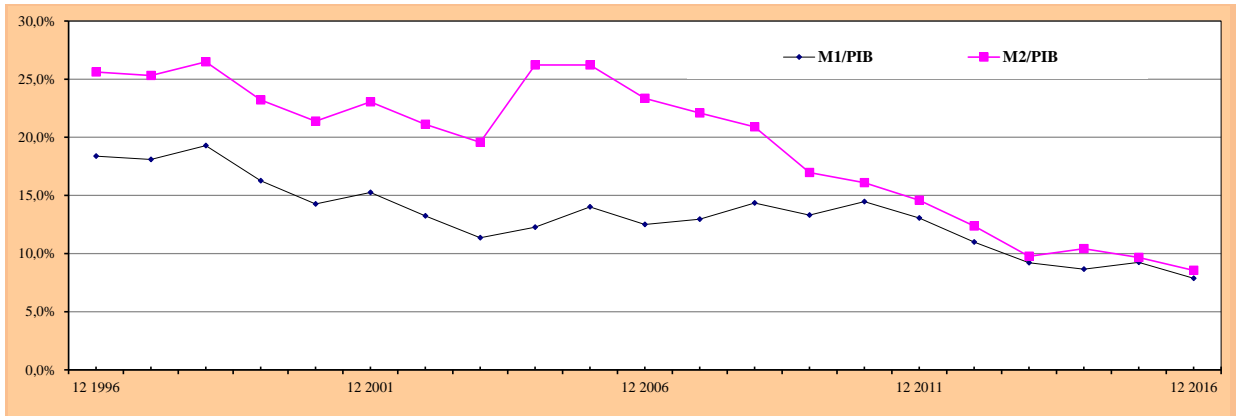
En variation trimestrielle, le repli des AEN des institutions monétaires (91,7 milliards) est imprimée par les AEN de la BCEAO (-225,7 milliards soit -31,1%), ceux des Autres Institutions de Dépôts (AID) étant en hausse (+134,0 milliards, soit +11,9%). La diminution des AEN de la BCEAO est imputable à un accroissement de ses engagements vis-à-vis des non-résidents (+212,7 milliards), renforcée par la baisse de ses créances sur les non-résidents (-13,1 milliards). Quant à la hausse des AEN des AID, elle s'expliquerait notamment par celle des crédits octroyés aux non-résidents (+162,5 milliards, soit +64,1%) et de leurs souscriptions aux titres publics des autres Etats de l'Union (+45,0 milliards, soit +4,3%).

En glissement annuel, les AEN des institutions monétaires se sont accrus de 220,1 milliards (+243,5%) en un an pour s'établir à 310,4 milliards à fin juin 2017. Cette progression est exclusivement due à une hausse des AEN des autres institutions de dépôts (+383,2 milliards), les engagements extérieurs nets de la BCEAO s'étant accrus de 163,1 milliards.

La progression en glissement annuel des AEN des banques commerciales (+383,2 milliards, soit +43,7%) est en lien avec un accroissement plus important de leurs créances sur l'extérieur (+563,6 milliards) par rapport à celui de leurs engagements bruts envers les non-résidents (+180,5 milliards). Elle s'explique principalement par la hausse de l'encours des crédits octroyés aux non-résidents (+248,9 milliards, soit +149,0%) et de leurs souscriptions aux titres publics des autres Etats de l'Union (+201,1 milliards, soit +22,3%). La hausse des engagements extérieurs nets de la Banque Centrale en variation annuelle est liée à la hausse de ses engagements bruts envers les non-résidents (+149,6 milliards), amplifiée par la baisse de ses créances sur les non-résidents (-13,6 milliards).

La hausse des AEN des banques commerciales est en lien principalement avec la hausse de leurs avoirs extérieurs bruts (+123,8 milliards de FCFA, soit +9,3%), atténuée par la progression leurs engagements extérieurs (+31,6 milliards de FCFA, soit +8,9%). L'accroissement des créances brutes sur l'extérieur serait imprimé par la hausse de l'encours de leur détention de titres publics des autres Etats de l'UMOA. Quant à la hausse des engagements extérieurs bruts des banques, elle s'expliquerait notamment par l'effet des concours sollicités par les sociétés mères en vue du financement des activités de leurs clients dans le cadre de la reprise économique après les crises de 2014 et 2015.





Les créances intérieures sont ressorties à 2.220,6 milliards à fin juin 2017, enregistrant les évolutions suivantes : en variation mensuelle, une progression de 81,9 milliards, résultant de la hausse des Créances nettes sur l'Administration Centrale (CAC) de 52,1 milliards (+76,4%) et des créances sur les autres secteurs, notamment le privé, de 29,9 milliards (+1,4%) ; par rapport au trimestre précédent, une augmentation de 218,5 milliards (+11,0%), expliquée par la hausse des créances sur les autres secteurs de 146,1 milliards (+7,0%) et des Créances nettes sur l'Administration Centrale (CAC) de 72,4 milliards (+81,8%) ; en glissement annuel, une hausse de 193,3 milliards (+9,6%), imprimée par un accroissement des créances sur les autres secteurs de 205,7 milliards (+10,2%), atténué par une diminution des Créances nettes sur l'Administration Centrale de 12,6 milliards (-367,1%). A fin juin 2016, les créances sur les autres secteurs avaient enregistré une hausse de 122,3 milliards (+6,5%) par rapport à fin juin 2015, contre un accroissement de 250,3 milliards (+15,2%) entre fin juin 2015 et fin juin 2014.

Les Créances nettes sur l'Administration Centrale (CAC), en se situant à -16,1 milliards à fin juin 2017, ont enregistré une augmentation de 52,1 milliards par rapport à fin mai 2017, due à une hausse des créances nettes de la Banque Centrale (+38,5 milliards) et des banques commerciales (13,6 milliards) vis-à-vis de l'Etat.

La hausse de la position débitrice de l'Etat vis-à-vis du système bancaire, en variation trimestrielle (+72,4 milliards), est imprimée aussi bien au niveau de la BCEAO (+41,1 milliards) que des banques commerciales (+31,3 milliards).

Quant à la baisse des créances nettes du systèmes bancaires vis-à-vis de l'Administration Centrale en glissement annuel (-12,6 milliards), elle est observée au niveau de la BCEAO (-45,4 milliards), les créances nettes des banques étant en hausse (+32,8 milliards).

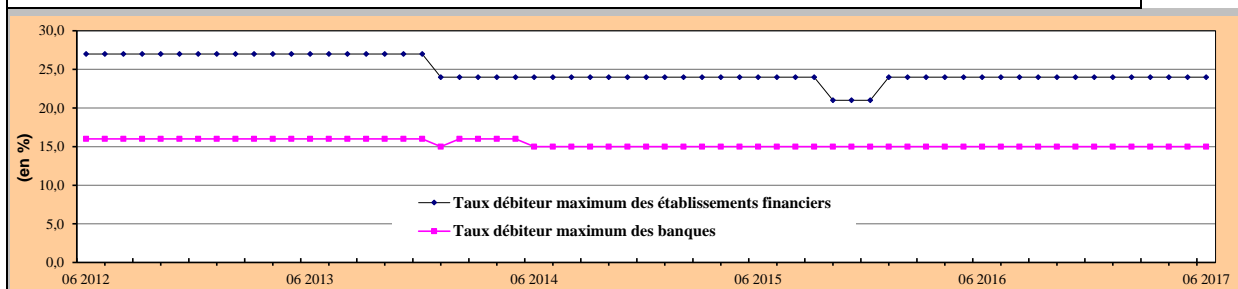
Suivant l'évolution résultante de ses contreparties, la masse monétaire en s'établissant à 3.012,9 milliards à fin juin 2017, a augmenté de 54,4 milliards (+1,8%) par rapport à son niveau à fin mai 2017. Cette progression est en lien notamment avec l'évolution dépôts transférables (+62,2 milliards, soit +2,3%), la circulation fiduciaire étant en repli (-7,7 milliards, soit -2,7%).

AGREGATS MONETAIRES	déc.12	déc.13	déc.14	déc.15	déc.16
M1/PIB	9,2%	8,7%	9,2%	Est. 8,2%	Est. 7,9%
M2/PIB	9,8%	10,4%	9,7%	Est. 9,1%	Est. 8,6%

Sources : B.C.E.A.O.

TAUX D'INTERET

TAUX D'INTERET	2. Trim. 2016	3. Trim. 2016	4. Trim. 2016	1. Trim. 2017	2. Trim. 2017	Variation	
						Trim T-1 (%)	An-1 (%)
Taux de base minimum des banques	8,0	8,0	8,0	8,0	8,0	0,0%	0,0%
Taux de base maximum des banques	11,0	13,2	13,2	13,2	13,2	0,0%	19,9%
Taux débiteur minimum des banques	11,0	1,5	1,5	1,5	1,5	0,0%	-86,4%
Taux débiteur maximum des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux de base minimum des établissements financiers	10,0	11,5	11,5	11,5	11,5	0,0%	15,0%
Taux de base maximum des établissements financiers	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux débiteur minimum des établissements financiers	19,5	12,0	12,0	12,0	12,0	0,0%	-38,5%
Taux débiteur maximum des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%
Taux créditeur plancher pour petits épargnants (<5 mio)	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des banques	15,0	15,0	15,0	15,0	15,0	0,0%	0,0%
Taux d'usure au niveau des établissements financiers	24,0	24,0	24,0	24,0	24,0	0,0%	0,0%



Sources : B.C.E.A.O.

Le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal (taux de pension) de la BCEAO a été revu à la hausse de 100 points de base au cours du quatrième trimestre 2016, sur décision prise le 06 décembre 2016 par le Comité de Politique Monétaire (CPM). Ainsi, à compter du 16 décembre 2016, le taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations d'appels d'offres d'injection de liquidités et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal sont fixés respectivement à 2,50% et 4,50% contre des taux respectifs antérieurs de 2,50% et 3,50%.

Les taux de base bancaires ont évolué dans la fourchette de 8,00% à 11,00% au deuxième trimestre de 2017. En ce qui concerne les établissements financiers, les taux de base ont évolué entre 10,00% et 15,00% au cours du premier trimestre de 2017.

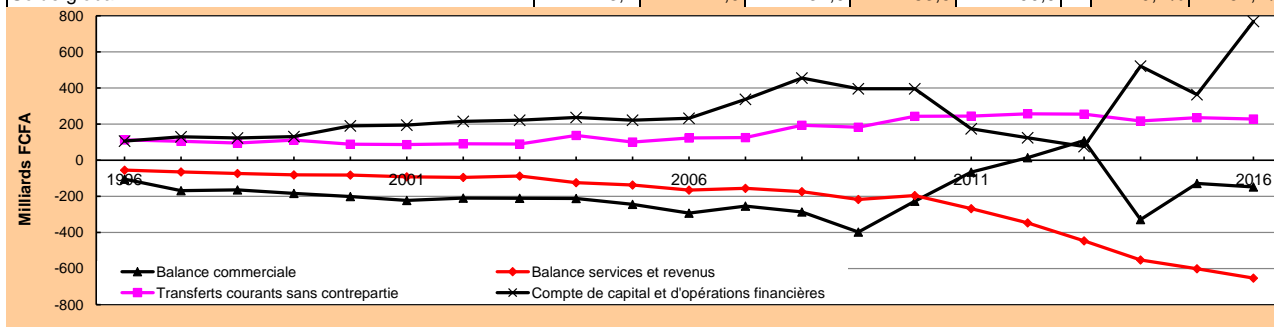
Par Décision n°CM/UMOA/011/06/2013 du 28 juin 2013, le taux d'usure a été fixé à 15,0% l'an pour les banques et 24,0% l'an pour les établissements financiers à caractère bancaire, les systèmes financiers décentralisés (SFD) et les autres agents économiques.

Secteur extérieur

BALANCE DES PAIEMENTS

Les comptes extérieurs du Burkina Faso ont été marqués en 2015 par une faible croissance tant des exportations que des importations. Cette évolution s'expliquerait par une timide progression de l'activité économique intérieure, dans un contexte de bonne orientation des cours mondiaux de l'or marchandise et de baisse de ceux du pétrole brut ainsi que du coton fibre. Dans l'ensemble, les transactions avec le reste du monde se sont caractérisées par une aggravation du déficit courant, une diminution du solde du compte de capital et une augmentation du compte financier.

Balance des paiements (En mia de Francs CFA)	déc 2012	déc 2013	déc 2014	déc 2015	déc 2016	Var. 2016	
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.	Var./2015	Var./2016
Exportations de biens FOB	1 464,3	1 315,3	1 362,3	1 397,7	1 498,7	7,2%	10,0%
Importations de biens FOB	1 355,8	1 644,2	1 490,9	1 540,4	1 646,4	6,9%	10,4%
Balance commerciale	108,5	-328,8	-128,6	-142,7	-147,6	3,4%	14,8%
Services	-407,6	-459,4	-423,2	-458,7	-476,2	3,8%	12,5%
Revenus	-39,1	-93,3	-177,5	-199,5	-176,7	-11,4%	-0,5%
Balance des services et revenus	-446,6	-552,7	-600,7	-658,2	-652,8	-0,8%	8,7%
Transferts courants sans contrepartie	255,3	216,9	236,1	271,6	228,5	-15,9%	-3,2%
Balance des transactions courantes (dons inclus)	-82,9	-664,6	-493,2	-529,4	-572,0	8,0%	16,0%
Transferts en capital	137,8	238,4	200,2	153,8	150,1	-2,4%	-25,0%
Opérations financières	-61,7	282,9	163,5	654,9	618,8	-5,5%	278,5%
Comptes de capital et d'opérations financières	76,1	521,3	363,7	808,6	769,0	-4,9%	111,4%
Erreurs et omissions	3,4	-3,8	-3,4	4,3	3,9	-9,8%	-215,4%
Solde global	-3,4	-147,0	-132,9	283,6	200,9	-29,2%	-251,1%



La balance commerciale a dégagé un solde déficitaire de 142,7 milliards de FCFA en 2015 contre un déficit de 128,6 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 14,1 milliards de FCFA (-11,0%), en raison d'un accroissement des importations (+49,5 milliards de FCFA) plus important que celui des exportations (+35,4 milliards de FCFA). En effet, les exportations ont atteint 1.397,7 milliards de FCFA en 2015, en hausse de 2,6% sur un an, imputable principalement à la progression des exportations d'or non monétaire (+75,8 milliards de FCFA). En effet, les ventes d'or à l'étranger sont passées de 800,0 milliards de FCFA en 2014 à 875,8 milliards de FCFA en 2015, à la faveur d'une progression des quantités et d'une bonne orientation des cours. Les importations ont progressé de 49,5 milliards de FCFA, en raison du contexte de la Transition politique marquée par un attentisme des opérateurs économiques à effets négatifs sur le rythme de l'activité économique intérieure. Elles sont passées de 1.490,9 milliards de FCFA en 2014 à 1.540,4 milliards de FCFA en 2015. Cet accroissement de 3,3% est dû principalement aux biens d'équipement (+107,6 milliards de FCFA), biens intermédiaires (+65,5 milliards de FCFA) et aux produits alimentaires (+14,9 milliards de FCFA), la valeur des produits pétroliers importés s'étant inscrite en repli de 152,4 milliards de FCFA, en liaison avec la baisse des cours internationaux du pétrole.

Pour la balance des services, elle a dégagé un solde de -458,7 milliards de FCFA en 2015 contre -423,2 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 8,4%, en liaison principalement avec la hausse des paiements au profit des non-résidents au titre des autres services, notamment financiers et d'assurance.

La balance des revenus primaires est ressortie à -199,5 milliards de FCFA en 2015 contre -177,5 milliards de FCFA en 2014, soit une détérioration de 12,4%, due à une accentuation du solde déficitaire des revenus des investissements. Le solde des revenus secondaires s'est établi à 271,6 milliards de FCFA en 2015, en accroissement de 35,5 milliards de FCFA (+15,0%) sur un an, reflétant la hausse des transferts publics, notamment les appuis budgétaires reçus par l'Etat (+31,6 milliards de FCFA) et des transferts privés (+3,9 milliards de FCFA).

Au total, les transactions courantes avec le reste du monde se sont traduites par une détérioration du solde du compte courant qui est passé de -8,0% du PIB en 2014 à -8,1% en 2015. Hors dons officiels, les transactions courantes se sont soldées par un déficit de 13,2% en part du PIB en 2015 contre 12,4% en 2014. Le solde du compte de capital s'est situé à +153,8 milliards de FCFA en 2015, en diminution de 23,2% par rapport à son niveau de 200,2 milliards de FCFA en 2014. Cette évolution résulte d'un repli des transferts en capital de l'Administration Publique (-52,3 milliards de FCFA, soit -33,2%) et de la hausse de ceux du secteur privé (+5,8 milliards de FCFA, soit +13,5%). Le flux net des acquisitions nettes d'actifs financiers et d'accroissements nets de passifs s'est caractérisé par des entrées nettes de 654,9 milliards de FCFA en 2015 contre des entrées nettes de 163,5 milliards de FCFA en 2014, soit un afflux de 491,4 milliards de FCFA sur un an. Les flux d'investissements directs se sont traduits en 2015 respectivement par une entrée nette de capitaux de 128,8 milliards de FCFA, correspondant à une diminution de 12,9 milliards de FCFA. Les investissements de portefeuille se sont quant à eux traduits par une entrée nette de capitaux de 3,0 milliards de FCFA contre une sortie nette de 86,2 milliards en 2014, soit un accroissement de 89,2 milliards de FCFA d'une année à l'autre. L'ensemble des transactions avec le reste du monde s'est traduit par un solde global excédentaire de 283,6 milliards de FCFA en 2015 contre un déficit de 132,9 milliards de FCFA en 2014, soit une amélioration de 416,5 milliards de FCFA sur un an.

Sur la bases des estimations, les échanges extérieurs ont été marqués en 2016 par la bonne tenue des prix des principales matières premières exportées, en liaison avec le niveau élevé du dollar américain comparativement à l'euro, monnaie d'ancrage de la zone UEMOA. Les importations seraient marquées par une faible croissance tout comme en 2015, en phase avec la faiblesse des cours mondiaux du pétrole brut et dans une moindre mesure, la timide reprise des activités économiques domestiques. Les transactions avec le reste du monde se traduiraient par un excédent du solde global de la balance des paiements, en relation avec le ralentissement des entrées nettes de capitaux financiers.

Sources : B.C.E.A.O.

COMMERCE EXTERIEUR

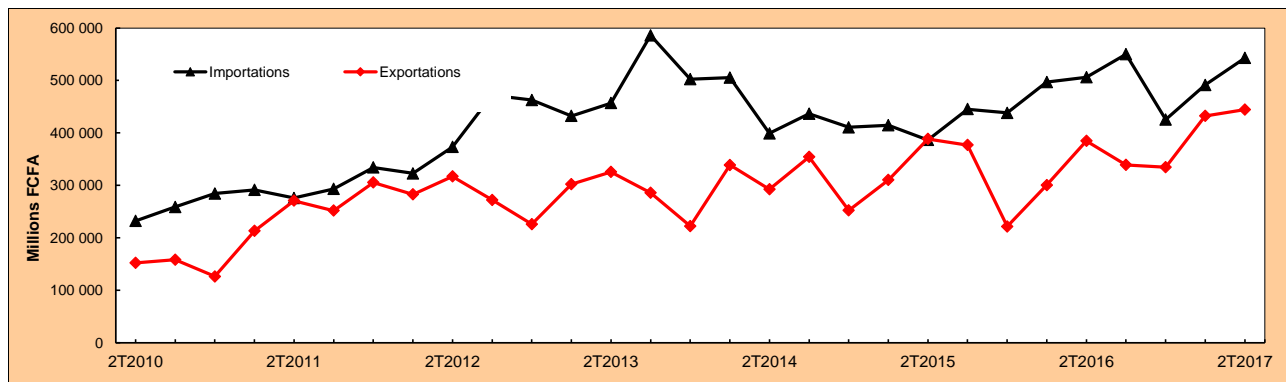
IMPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2017	2017	trimestriel	annuel
TOTAL	550 025,4	425 428,9	491 323,1	492 343,3	542 892,0	10,3%	-1,3%
dont:							
Animaux vivants et produits du règne animal	4 146,9	4 353,3	4 684,4	4 603,8	4 650,6	1,0%	12,1%
Produits du règne végétal	30 348,9	26 501,9	34 142,7	26 239,0	27 770,9	5,8%	-8,5%
Graisses et huiles animales ou végétales	6 978,6	7 224,2	7 568,5	5 111,4	4 297,1	-15,9%	-38,4%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	34 784,0	23 220,0	31 988,2	25 599,1	32 868,3	28,4%	-5,5%
Produits minéraux	126 236,2	108 033,0	126 047,6	125 277,4	151 832,0	21,2%	20,3%
Produits des indust. chimi. ou des indust. connexes	98 238,5	53 509,0	60 973,6	73 353,5	68 497,5	-6,6%	-30,3%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	19 239,8	17 116,0	18 806,7	16 609,3	17 004,7	2,4%	-11,6%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	315,7	519,1	447,5	188,0	144,9	-23,0%	-54,1%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	1 598,3	1 190,3	932,8	925,3	1 605,5	73,5%	0,5%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses cellulosiques	6 788,0	8 357,4	6 469,9	5 027,5	6 130,3	21,9%	-9,7%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	33 499,3	11 581,4	11 959,5	9 296,2	9 337,9	0,4%	-72,1%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	3 369,5	3 122,1	2 071,4	1 347,2	1 501,8	11,5%	-55,4%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica...	3 458,5	3 744,5	3 994,1	4 406,2	3 350,6	-24,0%	-3,1%
Perles fines/de cult., pierres gemmes, mét. précé.	52,6	143,5	145,5	68,9	103,3	49,8%	96,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	39 327,5	32 554,1	37 324,3	41 501,8	35 491,2	-14,5%	-9,8%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	84 579,4	75 951,6	83 924,3	95 402,8	118 627,6	24,3%	40,3%
Matériel de transport	41 951,4	36 056,4	47 798,7	46 700,7	48 741,0	4,4%	16,2%
Instruments et appareils d'optique, de photographie...	5 704,3	5 619,8	5 612,0	5 081,5	5 659,1	11,4%	-0,8%
Armes, munitions et leurs parties et accessoires	3 629,4	133,3	258,5	311,6	1 610,7	416,9%	-55,6%

En glissement trimestriel, les importations ont enregistré une hausse de 50,5 milliards de FCFA (+10,3%) au deuxième trimestre 2017. La plupart des produits importés ont enregistré des hausses mais les plus importantes sont celles de la facture pétrolière de 26,6 milliards de FCFA et des « machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » de 23,2 milliards de FCFA.

Comparativement au même trimestre de 2016, les importations ont enregistré une baisse de 7,1 milliards de FCFA, soit de 1,3%. La hausse des importations de « machines et appareils, matériels électriques et leurs parties » de 34,0 milliards de FCFA et de la facture pétrolière de 25,6 milliards de FCFA n'a pas pu compenser la baisse constatée dans les importations des autres produits.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS (En moi de Francs CFA)	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2017	2017	trimestriel	annuel
TOTAL	338 953,7	334 546,0	432 532,0	456 903,9	444 229,2	-2,8%	31,1%
dont :							
Animaux vivants et produits du règne animal	749,3	816,0	352,9	428,4	344,7	-19,5%	-54,0%
Produits du règne végétal	76 579,4	27 250,4	24 387,1	69 844,3	80 436,3	15,2%	5,0%
dont arachides, sésame et autres graines et fruits oléagineux	16 953,6	12 077,4	19 553,1	28 018,8	14 256,5	-49,1%	-15,9%
Graisses et huiles animales ou végétales	2 421,0	1 952,2	2 615,9	2 804,5	2 826,7	0,8%	16,8%
Produits des industries alimentaires ; boissons, alcools	2 401,8	1 115,5	1 666,6	2 621,6	1 820,4	-30,6%	-24,2%
Produits minéraux	1 190,3	407,0	252,6	141,6	206,8	46,0%	-82,6%
Produits des indust. chimiq. ou des indust. connexes	1 307,3	11 143,7	644,8	809,5	954,4	17,9%	-27,0%
Mat. plasti. et ouvrages en ces matières ; caoutchouc	357,8	148,4	1 839,8	564,4	320,8	-43,2%	-10,3%
Peaux, cuirs, pelleteries et ouvrages en ces matières	937,1	330,7	0,5	2,1	0,1	-97,7%	-100,0%
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois ; liège	200,3	5,3	0,2	2,8	36,6	1187,5%	-81,7%
Pâte de bois ou d'autres matières fibreuses celluloseuses	109,7	6,8	2,5	12,3	10,5	-14,9%	-90,5%
Matières textiles et ouvrages en ces matières	29 913,2	1 022,6	95 092,6	71 953,2	62 038,5	-13,8%	107,4%
dont coton fibre	29 530,6	358,7	94 194,5	62 313,0	51 986,5	-16,6%	76,0%
Chaussures, coiffures, parapl., parasols, cannes, fouets	13,9	15,3	2,7	6,2	9,6	54,2%	-30,8%
Ouvrages en pierres, plâtre, ciment, amiante, mica	41,9	5,1	47,1	38,0	74,1	95,0%	76,7%
Perles fines/de culture, pierres gemmes, mét. précieux	201 431,2	265 847,3	271 581,9	275 959,5	272 466,4	-1,3%	35,3%
dont or	201 023,9	265 278,8	271 045,2	275 419,3	272 015,6	-1,2%	35,3%
Métaux communs et ouvrages en ces métaux	9 311,0	18 323,0	22 148,1	22 118,4	18 129,8	-18,0%	94,7%
Machines et appareils, mat. électrique et leurs parties	3 347,1	3 307,4	7 333,5	3 859,5	2 046,5	-47,0%	-38,9%
Matériel de transport	7 847,4	2 162,1	4 313,5	5 393,8	1 988,2	-63,1%	-74,7%
Instruments et appareils d'optique, de photographie	102,7	82,3	71,4	135,9	204,5	50,5%	99,1%
Marchandises et produits divers	355,0	543,5	120,4	129,2	246,8	91,0%	-30,5%

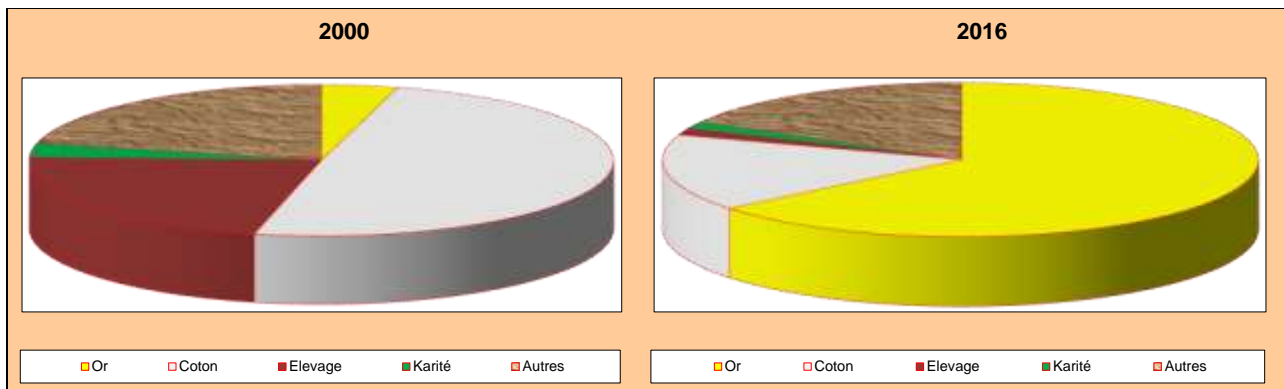


Au deuxième trimestre 2017, les exportations enregistrent une baisse de 2,8% comparativement au trimestre précédent, ramenant le niveau des exportations de 459,9 milliards FCFA au premier trimestre 2017 à 444,2 milliards FCFA. Cette baisse est imputable principalement à la baisse des exportations de coton fibre de 10,3 milliards de FCFA.

En glissement annuel, une tendance inverse est observée avec une hausse de 31,1%, soit 105,3 milliards de FCFA par rapport au même trimestre de 2016. Cette évolution est imputable principalement à la hausse des exportations du coton-fibre, de l'or non monétaire et des métaux communs et ouvrages. En effet, les exportations d'or non monétaire ont augmenté de 71,0 milliards de FCFA et celles de coton fibre de 22,5 milliards de FCFA.

Source : MINEFID / INSD

EXPORTATIONS EN VALEURS	2000	2013	2014	2015	2016
	Réal.	Réal.	Réal.	Réal.	Est.
Part de l'or dans total	4,2%	62,7%	58,7%	62,7%	64,1%
Part du coton dans total	49,5%	16,4%	17,4%	18,3%	16,1%
Part des produits de l'élevage dans total	21,9%	3,3%	2,9%	1,7%	1,4%
Part du karité dans total	3,1%	1,6%	1,8%	1,3%	1,6%
Part des autres produits dans total	21,3%	16,0%	19,3%	16,0%	16,8%

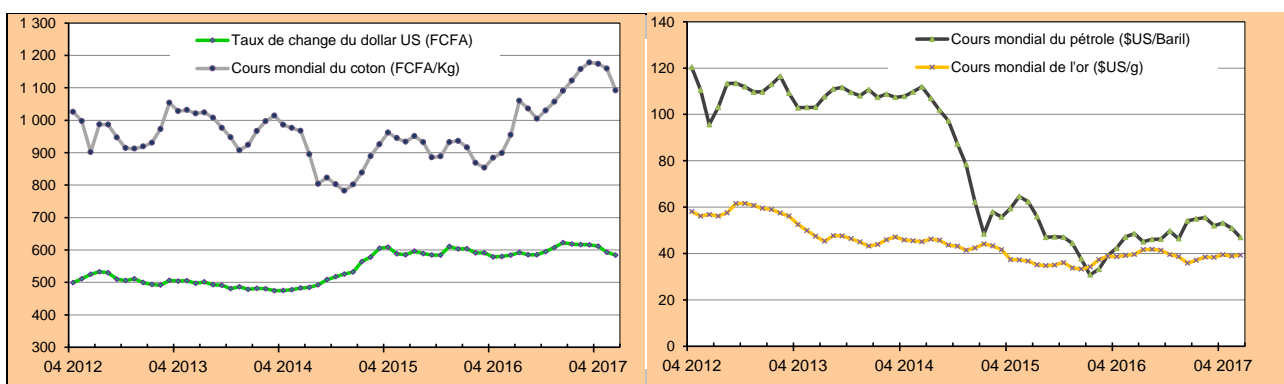


Depuis 2008, à la faveur de la reprise de l'exploitation industrielle des gisements d'or, la structure des exportations burkinabé a observé une mutation. D'une structure où prédominaient les exportations du coton (53,5%) et celles de produits de l'élevage (18,8%) en 1999, il ressort une prédominance de l'or avec 64,1% de la part des exportations en 2016. Cela se justifie principalement par les productions industrielles d'or qui ont atteint 36,2 tonnes en 2016.

Source : MINEFID / INSD

COURS DES MATIERES PREMIERES

MARCHÉ INTERNATIONAL Moyenne trimestrielle	2. Trim.	3. Trim.	4. Trim.	1. Trim.	2. Trim.	Glissement	
	2016	2016	2016	2017	2017	trimestriel	annuel
Taux de change du Dollar (en Francs CFA)	580,9	587,6	608,3	616,7	596,4	-3,3%	2,7%
Cours mondial du pétrole (en \$ US / Baril)	46,0	45,8	50,1	54,1	50,3	-7,1%	9,4%
Cours mondial du coton (Indice Liverpool \$ US / tonne)	1 570,7	1 758,9	1 741,3	1 868,9	1 914,3	2,4%	21,9%
Cours mondial de l'Or (en \$ US / g)	39,1	41,6	38,0	38,0	39,2	3,3%	0,1%
Cours mondial du pétrole (1.000 Francs CFA / Baril)	26,7	26,9	30,5	33,4	30,0	-10,1%	12,4%
Cours mondial du coton (FCFA / Kg)	912,5	1 033,5	1 059,3	1 152,4	1 141,8	-0,9%	25,1%
Cours mondial de l'Or (1.000 Francs CFA / g)	22,7	24,4	23,1	23,4	23,4	-0,1%	2,8%
Pouvoir d'achat pétrolier du coton	0,034	0,038	0,035	0,035	0,038	10,3%	11,4%



- Taux de change du dollar :

Sur le marché des changes, après plusieurs trimestres de hausse, le dollar américain s'est déprécié vis à vis du FCFA et a perdu 3,3% de sa valeur en rythme trimestriel au deuxième trimestre de l'année 2017. En moyenne, le dollar s'est échangé à 596,4 FCFA au deuxième trimestre 2017 contre 616,7 FCFA un trimestre plus tôt. Cependant, en glissement annuel, le dollar reste toujours dans une tendance haussière sur le franc CFA. Il est en hausse de 2,7% ce trimestre comparativement au même trimestre de 2016. La reprise de l'activité économique et le regain de confiance des investisseurs aux Etats-Unis sont les principales raisons de ce cours toujours soutenu face au Franc CFA.

- Prix des produits exportés :

Le cours du coton poursuit sa hausse trimestrielle après une légère baisse au dernier trimestre 2016. Il est en hausse de 2,4% au deuxième trimestre 2017 en atteignant 1914,3 dollars la tonne au deuxième trimestre 2017 contre 1868,9 dollars au trimestre précédent. En glissement annuel, il a progressé de 21,9%, confirmant ainsi sa tendance haussière soutenue. Converti en franc CFA, la fibre de coton valait 1 141,8 FCFA le kilogramme, contre 1 152,4 FCFA au premier trimestre 2017, soit un léger repli de 0,9%. La bonne orientation du cours du coton serait liée au repli des stocks mondiaux suite à des sécheresses en Inde et aux Etats-Unis, principaux exportateurs de coton.

Le cours de l'or a marqué le retour à la hausse au deuxième trimestre 2017. Après la stabilisation suite à la chute au dernier trimestre 2016, le deuxième trimestre a été caractérisé par un regain du cours du métal jaune (+3,3% en rythme trimestriel). Le cours de l'or valait, en moyenne, 39,2 dollars le gramme contre 38,0 dollars au premier trimestre 2017. Sur la base annuelle, le cours de l'or retrouve le niveau du même trimestre de l'année passée avec une légère hausse de 0,1% au deuxième trimestre 2017. Converti en franc CFA, l'or s'est échangé en moyenne à 23 380 francs le gramme, en recul de 0,1% en rythme trimestriel et en progression de 2,8% en glissement annuel. Le cours de l'or reste fortement influencé par les incertitudes constatées sur les marchés financiers.

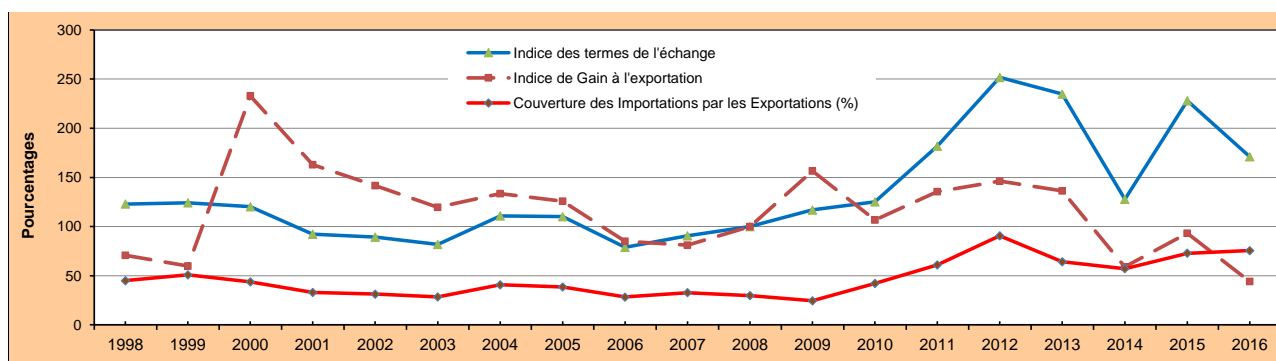
- Prix des produits importés :

Sur le marché du pétrole, le deuxième trimestre 2017 a connu une baisse des cours après une hausse observée durant les deux trimestres précédents. Le cours du baril de Brent s'est situé en moyenne à 50,3 dollars au deuxième trimestre 2017 contre 54,1 dollars le trimestre précédent, correspondant à une contraction de 7,1%. En glissement annuel, il a enregistré un accroissement de 9,4% au deuxième trimestre 2017 contre 57,5% un trimestre plus tôt. Exprimé en franc CFA, les tendances restent les mêmes; il est en baisse de 10,1% en rythme trimestriel et en hausse de 12,4% en glissement annuel. L'évolution des cours du baril de pétrole est influencée par l'accord de coopération au sein de l'OPEP et avec des pays hors OPEP comme la Russie, visant une réduction de la production pétrolière. Toutefois, les effets de cet accord restent limités par la surabondance des stocks mondiaux et la production américaine croissante de pétrole de schiste.

Source : MINEFID / D.G.E.P.

INDICES DU COMMERCE EXTERIEUR

TERMES DE L'ECHANGE Base 100 = 2007	12 2012	12 2013	12 2014	12 2015	12 2016	Var. 2016	
						Var./2015	Var./2014
Indice prix à l'exportation	283,5	234,3	207,3	231,2	160,7	-30,5%	-22,5%
Indice prix à l'importation	120,8	117,3	90,9	90,9	94,0	3,4%	3,5%
Indice des termes de l'échange	234,7	127,8	228,1	254,2	170,9	-32,8%	-25,0%
Indice de gain à l'exportation	136,2	59,0	93,1	108,0	44,1	-59,2%	-52,7%
Couverture des Importations par les Exportations (%)	64,2	57,2	72,8	72,9	75,6	3,7%	3,7%



Globalement, si dans les années précédentes les exportations peinaient à couvrir le tiers des importations, de nos jours la tendance est à une nette amélioration du taux de couverture des importations par les exportations, avec un maximum de 91,5% atteint en 2011. Depuis, le taux de couverture régresse annuellement, passant de 91,5% en 2011 ; à 63,6% en 2012 et 57,2% en 2013.

En 2014 cependant, le taux de couverture est en progression passant de 72,8% en 2014 ; 72,9% en 2015 et 76,2% en 2016. Le taux de couverture est ressorti à 81,8% au deuxième trimestre 2017 après un taux de 61,6% une année au paravant.

Source : MINEFID / INSD

Définitions et abréviations

BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
DGEP :	Direction Générale de l'Economie et de la Planification
DGESS :	Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles
DGTCP :	Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
ENEC :	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
Est. :	Estimation
IHPC :	Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD :	Institut National de la Statistique et de la Démographie
MAAH :	Ministère de l'Agriculture et des Aménagements Hydrauliques
MINEFID :	Ministère de l'Economie, des Finances et du Développement
MRAH :	Ministère des Ressources Animales et Halieutiques
Prov. :	Données provisoires
SONAGESS :	SOCIÉTÉ NATIONALE DE GESTION DU STOCK DE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE
TOFE :	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

Elevage:

On entend de certains termes les définitions suivantes :

- taureau : bovin mâle de plus de trois ans,
- bélier : ovin mâle entier de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes,
- bouc : caprin mâle de plus de 15 mois ; ayant au moins 2 dents adultes.

Les marchés de référence sont :

- marché de production : Béna (province des Banwas, région de la Boucle du Mouhoun), To et Yilou
- marché d'exportation : Pouytenga (province du Kouritenga, région du Centre – Est), Fada N'Gourma et Bobo Colma.

Les données sur les prix des animaux sont collectées tous les jours de marché par des enquêteurs du dispositif du système d'information sur les marchés à bétail (SIM bétail).

Les effectifs du cheptel sont les résultats de deux enquêtes nationales réalisées respectivement en 1990 et en 2003 et

Monnaie:

Les disponibilités monétaires (M1), correspondent à une notion étroite de la monnaie. Elles comprennent la monnaie fiduciaire qui est composée des billets et pièces émis par l'agence nationale de la BCEAO pour le Burkina Faso, desquels on déduit les encaisses du Trésor et des banques, et la monnaie scripturale qui correspond aux soldes créditeurs des comptes de dépôts à vue en francs CFA ouverts au nom des particuliers et entreprises dans les banques, à la BCEAO et auprès des centres de chèques postaux. La monnaie au sens large (M2) comprend en plus de M1, les avoirs sous forme de bons de caisse, comptes à terme et autres comptes d'épargne gérés par les banques pour le compte des agents économiques.

Le ratio M1/PIB exprime le taux de liquidité de l'économie, tandis que le ratio M2/PIB, est appelé "profondeur financière". En effet, la qualité de l'intermédiation financière et les écarts entre les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement peuvent être appréhendés par un indicateur comme M2/PIB. Il évolue souvent dans le même sens que le taux de liquidité mais à un niveau plus élevé.

Commerce extérieur:

L'indice des termes de l'échange (ITE) est l'indice Paasches des prix à l'exportation (IPPE) rapporté à l'indice Paasches des prix à l'importation (IPPI). Si ITE < 100 on dit qu'il y a détérioration des termes de l'échange: ce qui signifie qu'il faudra exporter plus pour pouvoir payer une même quantité de produits étrangers achetés auparavant. Si ITE > 100 on dit qu'il y a amélioration des termes de l'échange : c'est à dire qu'une même quantité de produits nationaux permet maintenant d'acquérir une quantité plus importante de produits étrangers.

L'indice de gain à l'exportation (IGE) est égal à l'indice des termes de l'échange (ITE) rapporté à l'indice Laspeyres de volume

Soldes d'opinions:

Les soldes d'opinions sont des indicateurs de perception des chefs d'entreprises, obtenus en faisant la différence entre la proportion de répondants ayant exprimé une opinion positive (hausse) et la proportion de répondants ayant exprimé une

Moyenne quinquennale:

Pour les comparaisons aux trimestres des cinq dernières années, la moyenne quinquennale d'un trimestre i est obtenue en calculant la moyenne des cinq trimestres i des années considérées. Ainsi pour une année n. le taux de croissance du trimestre i par rapport aux cinq dernières années s'obtient par la formule:

$$\text{où } X_{n,i} \text{ représente la valeur de X au trimestre i de l'année n.} \quad \frac{\sum_{k=1}^5 X_{n-k,i}}{X_{n,i}}$$

Crédit des contributions

<i>NOM, Prénoms</i>	<i>Tâches</i>	<i>Structures</i>
RAMDE, B. François TRAORE, Bakari NIANGAO, Issaka	Coordonnateurs généraux	INSD
KABORE, Barbi	Indice harmonisé des prix à la consommation	INSD
KABORE, W. Denis	Prix des produits de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Prix des produits agricoles	SONAGESS
SOW, Arouna	Soldes d'opinions	INSD
SOME, Sankar Placide	Indice harmonisé de la production industrielle	INSD
KABORE, W. Denis	Production de l'élevage	DGESS/MRAH
PALE, Eric	Production de l'agriculture	SONAGESS
KYELEM, K. Jean Paul MILLOGO, François KOURAOGO, Victor	Finances publiques	DGESS/MINEFID DGTCP DGTCP
YAGO, Ahmed Racine	Situation monétaire	BCEAO
YAGO, Ahmed Racine	Secteur extérieur (Balance des paiements)	BCEAO
OUEDRAOGO, Dansané	Secteur extérieur (Export - Import)	INSD
TOUGMA, Jean Gabriel	Secteur extérieur (Cours des matières premières)	DGEP